

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2878

12 décembre 2007

SOMMAIRE

Agefi Luxembourg S.A.	138107	Orco Holding	138103
Agence Générale et Service d'Investissement	138105	Princess Holding S.A.	138141
Alias Mustang International	138106	Proformlux Soparfi S.A.	138142
Almanach de Bruxelles	138107	Prosol Holding S.A.	138098
Athena Sicav	138102	Prosol Holding S.A.	138098
Basic Invest Holding S.A.	138140	Rayons S.A.	138143
Camfunds Convertible Sicav	138104	Rosenberg S.A.	138104
Cifac S.A.	138106	Rothorn	138109
Cirrus Capital S.A.	138101	Société Anonyme Internationale de Recherches et de Développements Financiers	138143
Clariden Leu (Lux) I	138107	Société Nouvelle (Luxembourg) Holding S.A.	138144
Clariden Leu (Lux) Technical Strategies Fund	138104	Sports Group Development S.A.	138102
Danio Invest S.A.	138141	Taurus Euro Retail II Holding S.à r.l.	138142
DCL Group S.A.	138143	UBS (Lux) Exposure Sicav	138108
Dens Alpha Commodity OP	138120	UBS (Lux) Structured Sicav	138108
Dresdner Bank Luxembourg S.A.	138131	UBS (Lux) Structured Sicav 2	138109
Euroholding Fashion S.A.	138100	UniMoneyMarket	138129
HMFunds Sicav II	138105	UniMoneyMarket: Euro-Corporates	138128
Ilico	138142	Union Investment Luxembourg S.A.	138120
Immobilière D.P. S.à r.l.	138130	Union Investment Luxembourg S.A.	138129
Interstyle Holding S.A.	138100	UniSector	138129
Luzon Investments Holding S.A.	138106	V2I Holding S.A.	138099
Magnetar Capital Fund Luxembourg II ..	138143	Value Strategy Fund	138100
Materis Luxembourg S.à r.l.	138144	Whitechapel Holdings	138103
Moda Brand Holding S.A.	138098	World Promotion Company S.A.	138102
Odagon S.A.	138099		

Prosol Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.915.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en date du 31 décembre 2007 à 14.00 heures au siège social.

L'ordre du jour est fixé comme suit:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport final du liquidateur,
2. Lecture des états financiers de liquidation au 21 décembre 2007,
3. Approbation du rapport final du liquidateur et des états financiers de liquidation au 21 décembre 2007 qui font partie intégrante du rapport final du liquidateur,
4. Décharge provisoire au liquidateur,
5. Nomination d'un commissaire à la liquidation,
6. Fixation de la date de clôture de liquidation,
7. Divers.

Les propriétaires des actions au porteur sont priés de se munir de leur(s) titre(s), ou le cas échéant, d'une procuration en bonne et due forme.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007139562/667/22.

Prosol Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.915.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en date du 31 décembre 2007 à 16.00 heures au siège social.

L'ordre du jour est fixé comme suit:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du liquidateur et du commissaire à la liquidation,
2. Approbation des comptes de liquidation,
3. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation,
4. Répartition des actifs,
5. Conservation des livres et documents de la société,
6. Clôture finale de liquidation.

Les propriétaires des actions au porteur sont priés de se munir de leur(s) titre(s), ou le cas échéant, d'une procuration en bonne et due forme.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007139563/667/20.

Moda Brand Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 66.431.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2007 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société;
2. Décharge aux organes de la société;

3. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
4. Nomination d'un commissaire vérificateur;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007139564/4790/16.

Odagon S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 26.715.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 12 novembre 2007 à 11.30 n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence, une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

se tiendra le mardi 22 janvier 2008 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la société qui aura désormais la teneur suivante: La société a pour objet social la souscription, la prise de participation, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit, dans toute société, société de participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises, luxembourgeois ou étrangers, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations. La société peut faire toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social.
Modification afférente de l'article 4 des statuts.
2. Création de deux catégories d'actions: catégorie A et catégorie B
3. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.200.000 (un million deux cent mille) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.500.000 (deux millions cinq cent mille Euros) à EUR 3.700.000 (trois millions sept cent mille Euros) par incorporation des résultats reportés et de la réserve légale par la création de 40.000 actions de catégorie A sans désignation de valeur nominale.
4. Libération des 40.000 actions nouvelles de catégorie A par incorporation au capital de la société de la réserve disponible résultant du résultat reporté à concurrence de EUR 1.100.000. et de la réserve légale à concurrence de EUR 100.000.
5. Attribution gratuite des 40.000 actions nouvelles de catégorie A aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans la société.
6. Modification afférente de l'article 5 des statuts.
7. Fixation du capital autorisé à EUR 50.000.000 et autorisation conférée au Conseil d'Administration pour procéder à l'émission d'actions nouvelles à libérer par conversion d'obligations en actions, par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances en capital ou encore, avec l'approbation de l'assemblée générale, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital.
8. Suppression de la version allemande des statuts.
9. Refonte complète des statuts.

Cette seconde Assemblée Générale Extraordinaire prendra des décisions quelle que soit la proportion de capital représentée à l'Assemblée. Les résolutions pour être valables devront réunir au moins deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007140214/755/41.

V2I Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 65.378.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2007 à 16.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société;

138100

2. Décharge aux organes de la société;
3. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
4. Nomination d'un commissaire vérificateur;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007139565/4790/16.

Interstyle Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 40.556.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2007 à 9.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société;
2. Décharge aux organes de la société;
3. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
4. Nomination d'un commissaire vérificateur;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007139566/4790/16.

Euroholding Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 42.772.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2007 à 11.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société;
2. Décharge aux organes de la société;
3. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs;
4. Nomination d'un commissaire vérificateur;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007140216/4790/16.

Value Strategy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 62.976.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de VALUE STRATEGY FUND (la «Société») en date du 17 septembre 2007 n'a pas obtenu le quorum requis pour délibérer sur l'ordre du jour mentionné ci-dessous. Par conséquent, le conseil d'administration de la Société convoque une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires de la Société qui se tiendra par devant notaire Maître Joseph Elvinger, dans les locaux de Société Générale Bank and Trust, 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, le 11 janvier 2008 à 11.30 heures, ayant le même ordre du jour comme suit:

Ordre du jour:

1. Proposition de dissolution et mise en liquidation de la Société;
2. Nomination des liquidateurs;

3. Proposition de donner mandat aux liquidateurs d'apporter, conformément aux dispositions des articles 145 et 148bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les actifs et, dans la mesure permise par la loi, la situation passive connue, du compartiment unique de la Société, à savoir Value Strategy Fund / Value Strategy Traditional, au compartiment Value Strategy Traditional de HERMES INVESTMENT FUND, une Sicav de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 113.228 et dont le siège social est établi 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;
4. Proposition de donner mandat aux liquidateurs de rémunérer les actionnaires de la Société par des actions du compartiment Hermes Investment Fund / Value Strategy Traditional selon une parité de une action de Hermes Investment Fund / Value Strategy Traditional pour chaque action de Value Strategy Fund / Value Strategy Traditional détenue par l'actionnaire en question;
5. Divers.

Selon l'article 13 des statuts de la Société et conformément à la Loi du 10 août 1915, la nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires pourra valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée et les décisions seront prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action entière donne droit à une voix.

Modalités d'admission à l'Assemblée:

Les actionnaires seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la Société, à son siège (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg/administration VALUE STRATEGY FUND - EUVL/JUR), ou auprès de S.A. LELEUX ASSOCIATED BROKERS N.V. (17, rue du Bois Sauvage, B - 1000 Bruxelles) le 3 janvier 2008 au plus tard, leur intention de prendre part, en personne, à l'Assemblée; les actionnaires ne pouvant assister à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix ou voter par procuration; à cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la Société. Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues à EUROPEAN FUND SERVICES (17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg) ou auprès de S.A. LELEUX ASSOCIATED BROKERS N.V. (17, rue du Bois Sauvage, B-1000 Bruxelles) au plus tard le 3 janvier 2008 (cinq jours ouvrables avant l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires).

Les personnes qui assisteront aux Assemblées en qualité d'actionnaires ou par procuration, devront produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage des actions qu'elles possèdent directement ou en vertu d'une procuration dans les livres d'un agent autorisé ou dans les livres de EUROPEAN FUND SERVICES S.A. (17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007140499/3451/46.

Cirrus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 88.641.

The shareholders are convened to the

ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETINGS

which will be held on *28th December 2007* at 11.00 a.m. at Regents house, 24-25, Nutford Place, London W1H 5YN, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

ORDINARY GENERAL MEETING

1. Presentation for approval of the Management and the Auditor's reports together with the Accounts of the Company for the year 2006;
2. Allocation of the financial results for the year 2006;
3. Going forward issue in accordance with article 100 of the law of August 10, 1915;
4. Discharge to the Directors and to the Statutory auditor;
5. Presentation of the activity for the year 2007;
6. Miscellaneous issues.

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

1. Discussion over the activity for 2007 and plan for 2008;
2. Presentation of various opportunities from different potential investors;
3. Re-engineering of the assets and structure of the Group;
4. Redemption from CIRRUS MULTI MARKET FUND and allocation of the proceeds;
5. Organisation of the Board of Directors;
6. Miscellaneous issues and next meeting.

Each shareholder will present his bearer shares certificates or a shares certificate and can be represented by a proxy if something crops up.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007140949/780/29.

World Promotion Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 75.550.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

reportée des actionnaires qui se tiendra le 28 décembre 2007 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007140951/788/16.

Athena Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.027.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 7 janvier 2008 à 11.00 heures, en l'étude de M^e Gérard Lecuit, 31, boulevard du Prince Henri, à L-1724 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Le quorum requis pour voter les points inscrits à l'ordre du jour lors de la première assemblée générale du 14 novembre 2007 n'ayant pas été atteint, une seconde Assemblée est convoquée en date du 7 janvier 2008 et pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présent ou représenté sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 (deuxième paragraphe) des statuts et coordination de tous les articles, afin de soumettre la ATHENA SICAV (à la partie I) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.
2. Modification de l'article 5 (cinquième paragraphe) des statuts.
3. Modification de l'article 6 (quatrième paragraphe) des statuts.
4. Modification de l'article 10 (premier paragraphe) des statuts.
5. Modification de l'article 19 des statuts.
6. Modification de l'article 25 des statuts.
7. Modification de l'article 26 (premier paragraphe) des statuts.
8. Modification de l'article 28 des statuts.
9. Modification de l'article 30 des statuts.
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007129891/660/26.

Sports Group Development S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 59.579.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 31 décembre 2007 à 10.00 heures à l'étude de Maître Joëlle Baden avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du Commissaire à la Liquidation, la FIDUCIAIRE GLACIS,

138103

- Décharge au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation,
- Clôture de la Liquidation,
- Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007132108/755/17.

Whitechapel Holdings, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 39.324.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 16 octobre 2007 à 10.00 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 31 décembre 2007 à 11.00 heures à l'Étude de Maître Joëlle Baden avec pour

Ordre du jour:

- Mise en liquidation de la société,
- Nomination du liquidateur, Monsieur Schill

Cette seconde Assemblée Générale Extraordinaire prendra les décisions quelle que soit la proportion de capital représentée à l'Assemblée, les résolutions pour être valables devront réunir au moins deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007132109/755/20.

Orco Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 46.918.

Vous êtes invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

par-devant notaire qui se tiendra le 20 décembre 2007 à 10.00 heures auprès de l'étude de Maître Camilles Mines, notaire à Capellen aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit :
«Le siège social est établi à Capellen»;
2. Transfert du siège social;
3. Divers.

Les délibérations ne seront prises que si la moitié au moins du capital social est représentée.

A défaut de quorum suffisant, une seconde assemblée sera convoquée;

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 décembre 2007 à 17.00 heures au 38 rue Pafabrüch PA Hirebusch, L-8308 Capellen aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire;
2. présentation et approbation des comptes annuels au 31.12.2006;
3. affectation du résultat;
4. décharge pleine et entière à donner aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31.12.2006;
5. divers.

Les délibérations seront prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

Référence de publication: 2007136759/1273/29.

Clariden Leu (Lux) Technical Strategies Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 96.867.

Die Aktionäre der Sicav werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 20. Dezember 2007 um 16.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates,
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2007,
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr,
4. Satzungsgemäß Ernennungen,
5. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Jeder Aktionär, der der ordentlichen Generalversammlung beiwohnen oder sich vertreten lassen will, muss seine Aktien für spätestens den 18. Dezember 2007 beim Sitz der Gesellschaft oder an folgender Adresse hinterlegen: KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137421/755/23.

Rosenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.812.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 28 décembre 2007 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 12 octobre 2007, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007133711/29/18.

Camfunds Convertible Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 27.709.

Attendu que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société convoquée pour le 23 novembre 2007 à 14.30 heures n'a pas pu délibérer valablement faute de quorum, les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 28 décembre 2007 à 14.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Possibilité à donner au Conseil d'Administration de créer des actions de distribution et des actions de capitalisation,
2. Refonte complète des Statuts de la Société comprenant (1) des modifications significatives aux articles existants 7, 8, 20, 23 et 25, (2) l'insertion d'un nouvel article 6 «Actions de distribution et de capitalisation», et (3) la renumérotation des articles subséquents,
3. Divers.

Les actionnaires peuvent, sur simple demande au siège social de la Société, obtenir sans frais le texte complet des nouveaux Statuts coordonnés de la Société.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sans condition de quorum. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007134395/584/24.

AGSI S.A., Agence Générale et Service d'Investissement, Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 63.005.

Le Conseil d'Administration de l'AGSI S.A. convoque à 10.00 heures le 21 décembre 2007 les actionnaires à l'adresse suivante: 13, avenue François Clément, L-5612 Mondorf-Les-Bains pour délibérer sur les points suivants:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège social d'Ehlerange à Mondorf-les-Bains;
2. Révocation de l'administrateur M. Penning Jean;
3. Election d'un nouvel administrateur;
4. Approbation des comptes à ce jour;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007135897/2780/15.

HMFunds Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 108.747.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 20. Dezember 2007 um 14.00 Uhr über folgende Tagesordnung beschließen soll:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates,
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2007,
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr,
4. Satzungsgemäß Ernennungen,
5. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien bis spätestens den 18. Dezember 2007 bei der KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxemburg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137424/755/22.

Luzon Investments Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 20.470.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 21 décembre 2007 à 8.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2007,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007136903/795/18.

Cifac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 4.890.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le 21 décembre 2007 à 15.00 heures au siège social, 19-21, boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2006 ainsi que du rapport de la personne chargée du contrôle des comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice;
4. Décharge aux administrateurs et à la personne chargée du contrôle des comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007136943/755/21.

Alias Mustang International, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 95.884.

Le conseil d'administration prie les actionnaires de la société anonyme ALIAS MUSTANG INTERNATIONAL d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

qui se tiendra le jeudi 20 décembre 2007 à 11.00 heures à Luxembourg au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport du commissaire aux comptes et du rapport de gestion.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006.
3. Affectation à donner au résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

5. Renonciation spéciale au droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une augmentation de capital.
6. Autorisation de l'émission de Bons Autonomes de Souscription d'Actions et renonciation spéciale au droit préférentiel de souscription.

Les actionnaires sont informés que cette Assemblée :

- n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement sur les points 1 à 4 de l'ordre du jour. Les résolutions relatives aux points 1 à 4, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés,
- a besoin d'un quorum d'actionnaires présents ou représentés de plus de 50% du nombre total d'actions pour délibérer valablement sur les points 5 et 6 de l'ordre du jour. Les résolutions relatives aux points 5 et 6, pour être valables, doivent réunir la majorité de deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à ladite Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur devront présenter leurs certificats d'actions ou un certificat de blocage bancaire.

Référence de publication: 2007137420/755/27.

Agefi Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8311 Capellen, 111B, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 28.850.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 20 décembre 2007 à 14.30 heures en l'Etude de Maître Joëlle Baden, Notaire, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Changement de la dénomination de la société de AGEFI LUXEMBOURG S.A. en AGEFI LUXEMBOURG - LE JOURNAL FINANCIER DE LUXEMBOURG et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007137417/506/14.

Almanach de Bruxelles, Société Anonyme.

Siège social: L-8311 Capellen, 111B, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 120.115.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 20 décembre 2007 à 14.30 heures en l'Etude de Maître Joëlle Baden, Notaire, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Changement de la dénomination de la société de ALMANACH DE BRUXELLES en AdB, ALMANACH DE BRUXELLES et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007137418/506/14.

Clariden Leu (Lux) I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 89.370.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 20. Dezember 2007 um 15.00 Uhr über folgende Tagesordnung beschließen soll:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates,
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2007,
3. Billigung der Dividendenausschüttung

4. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
5. Satzungsgemäß Ernennungen
6. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien bis spätestens den 18. Dezember 2007 bei der KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxemburg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137423/755/23.

UBS (Lux) Exposure Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.032.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Donnerstag, 20. Dezember 2007 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. August 2007.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. Dezember 2007, spätestens 16.00 Uhr bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137426/755/25.

UBS (Lux) Structured Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.286.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Donnerstag, 20. Dezember 2007 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. August 2007.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. Dezember 2007, spätestens 16.00 Uhr bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137428/755/25.

UBS (Lux) Structured Sicav 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 102.240.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Donnerstag, 20. Dezember 2007 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. August 2007.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 14. Dezember 2007, spätestens 16.00 Uhr bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007137429/755/25.

Rothorn, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 133.487.

STATUTS

L'an deux mille sept, le treize novembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. FONDATION ACHILLA, ayant son siège social à Bahnhofstrasse 7, Postfach 48, FL-9494 Schaan,
 2. MICHELET CONSULT SPRL, ayant son siège social à B-1950 Kraainem, 253, Chaussée de Bruxelles,
- toutes deux ici représentées par Mademoiselle Martine Vermeersch, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu de deux procurations données en date du 20 juin 2007 et du 9 juillet 2007.

Les procurations, après avoir été signées ne varietur par les comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, ès qualités qu'elles agissent ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme prenant la forme d'une société d'investissement à capital variable qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les Statuts comme suit:

Titre I.- Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination

Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisés sous la dénomination de ROTHORN (ci-après la «Société»).

Art. 2. Siège social

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet

L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières, actions ou parts d'autres organismes de placement collectif et autres avoirs autorisés par la loi avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés («Loi de 2007»).

La Société est réservée aux catégories d'investisseurs institutionnels, professionnels et autres investisseurs avertis tels que définis dans la Loi de 2007 (ensemble les «investisseurs qualifiés»).

Titre II.- Capital social - Actions - Valeur nette d'inventaire

Art. 5. Capital social

Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 10 ci-dessous. Le capital minimum sera celui prévu par la loi, soit actuellement un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-). Ce capital minimum doit être atteint dans un délai de douze mois à partir de l'agrément de la Société en tant qu'organisme de placement collectif - fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois. Le capital initial est de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et une (31) actions entièrement libérées et sans valeur nominale.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets seront, s'ils ne sont pas exprimés en Euro, convertis en Euro et le capital sera égal aux avoirs nets de la Société.

Art. 6. Forme des Actions

(1) La Société émettra uniquement des actions nominatives.

Toutes les actions nominatives émises de la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il a été communiqué à la Société et le nombre d'actions nominatives qu'il détient.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives. La Société décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'actionnaire ou si celui-ci recevra une confirmation écrite de sa qualité d'actionnaire.

Les certificats d'actions seront signés par deux administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Ces certificats resteront valables, même si la liste des signatures autorisées de la Société est modifiée. Toutefois, une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration; dans ce cas, elle devra être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le conseil d'administration.

(2) Le transfert d'actions nominatives se fera (i) si des certificats d'actions ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats d'actions nominatives et de tous autres documents de transfert exigés par la Société, ou bien (ii) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actions nominatives, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires valablement constitués à cet effet. Tout transfert d'actions nominatives sera inscrit au registre des actions nominatives, pareille inscription devant être signée par un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le conseil d'administration.

(3) Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite à son tour au registre des actions nominatives.

Au cas où un actionnaire en nom ne fournit pas d'adresse à la Société, mention en sera faite au registre des actions nominatives, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Celui-ci pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions nominatives par une déclaration écrite, envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse fixée par celle-ci.

(4) Lorsqu'un actionnaire peut justifier de façon satisfaisante pour la Société, que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra exiger. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus de valeur.

Les certificats endommagés peuvent être annulés par la Société et remplacés par des certificats nouveaux.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission du certificat de remplacement et son inscription au registre des actions nominatives ou avec l'annulation de l'ancien certificat.

(5) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à l'action jusqu'à ce que cette personne ait été désignée.

(6) La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions jusqu'à trois décimales. Une fraction d'action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante dans la distribution et /ou des actifs nets.

Art. 7. Emission des Actions

Le conseil d'administration, statuant à l'unanimité, est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation des actions nouvelles entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises; le conseil d'administration peut, notamment, décider que les actions seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans les documents de vente des actions.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action offerte sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action, déterminée conformément à la disposition de l'Article 10 ci-dessous du Jour d'Evaluation (tel que défini dans l'Article 11 ci-dessous) conformément avec la politique déterminée périodiquement par le conseil d'administration. Ce prix pourra être majoré en fonction d'un pourcentage estimé de coûts et dépenses incombant à la Société quand elle investit les résultats de l'émission et en fonction des commissions de vente applicables, tels qu'approuvés de temps à autre par le conseil d'administration. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période maximale prévue dans les documents de vente des actions.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Dans le cas où des actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut annuler leur émission tout en se réservant le droit de réclamer ses frais d'émission et commissions.

La Société pourra accepter d'émettre des actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs ou d'autres avoirs autorisés, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises agréé de la Société et à condition que ces valeurs ou autres avoirs autorisés soient compatibles avec la politique et les restrictions d'investissement de la Société telles que prévues dans les documents de vente des actions. Tous les frais encourus en relation avec la contribution en nature d'actions devront être supportés par l'actionnaire en question.

Art. 8. Rachat des Actions

Tout actionnaire a le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient, selon les modalités fixées par le conseil d'administration dans les documents de vente des actions et dans les limites imposées par la loi et par les présents Statuts.

Le prix de rachat par action sera payable pendant une période maximale prévue dans les documents de vente des actions, conformément à la politique déterminée périodiquement par le conseil d'administration, pourvu que les certificats d'actions, s'il y en a, et les documents de transfert aient été reçus par la Société, sous réserve des dispositions de l'Article 11 ci-dessous.

Au cas où une demande de rachat d'actions aurait pour effet de réduire le nombre ou la valeur nette d'inventaire totale des actions qu'un actionnaire détient en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminé(e) par le conseil d'administration, la Société pourra obliger cet actionnaire au rachat de toutes ses actions.

En outre, si à un jour d'évaluation déterminé, les demandes de rachat faites conformément à cet Article dépassent un certain seuil déterminé par le conseil d'administration par rapport au nombre d'actions en circulation, le conseil d'administration peut décider que le rachat de tout ou partie de ces actions sera reporté pendant une période et aux conditions déterminées par le conseil d'administration, eu égard à l'intérêt de la Société.

Toute demande de rachat peut en outre être différée dans des circonstances exceptionnelles si le conseil d'administration considère que l'exécution d'une demande de rachat à ce jour d'évaluation peut affecter négativement ou porter préjudice aux intérêts de la Société.

Dans des circonstances spéciales telles que le défaut ou le retard de paiements dus par des banques ou d'autres entités à la Société, la Société peut à son tour retarder tout ou partie du paiement aux actionnaires demandant le rachat de leurs actions. Le droit au paiement est lié au niveau suffisant de liquidités dans la Société pour faire face aux rachats.

La Société peut également différer le paiement du rachat d'actions si le fait de libérer des fonds pour un tel rachat pourrait, dans l'opinion du conseil d'administration, se faire au détriment des actionnaires restants. Le paiement peut être différé jusqu'à la cessation complète des circonstances spéciales ; le rachat pourrait être basé sur la valeur nette d'inventaire par action en vigueur à ce moment.

Le prix de rachat sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action, déterminée conformément aux dispositions de l'Article 10 ci-dessous, diminuée des frais et commissions (s'il y a lieu) au taux fixé par les documents de vente des actions. Ce prix de rachat pourra être arrondi vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée, ainsi que le conseil d'administration le déterminera.

Toutes les actions rachetées seront annulées.

Art. 9. Restrictions à la Propriété des Actions

La Société pourra restreindre ou empêcher la possession de ses actions par toute personne, firme ou société, si, de l'avis de la Société, cette dernière n'est pas un investisseur qualifié tel que défini à l'Article 4 ci-dessus ou une telle possession peut être préjudiciable pour la Société, si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait que la Société serait soumise à des lois autres que luxembourgeoises (y compris, mais sans limitation, les lois fiscales).

La Société pourra notamment, mais sans limitation, restreindre la propriété de ses actions par des investisseurs qui ne sont pas des investisseurs qualifiés ou par des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique tels que définis dans cet Article, et à cet effet:

A.- la Société pourra refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété d'actions à un investisseur qui n'est pas un investisseur qualifié ou à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique; et

B.- la Société pourra, à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des actions nominatives, ou à toute autre personne qui demande à s'y faire inscrire, de lui fournir tous renseignements qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir économiquement à un investisseur qui n'est pas un investisseur qualifié ou à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique; et

C.- la Société pourra refuser d'accepter, lors de toute assemblée générale d'actionnaires de la Société, le vote de tout investisseur qui n'est pas un investisseur qualifié ou de tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique; et

D.- s'il apparaît à la Société qu'un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, seul ou ensemble avec d'autres personnes, est le bénéficiaire économique d'actions de la Société, celle-ci pourra l'enjoindre à vendre ses actions et à prouver cette vente à la Société dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'actionnaire en question manque à son obligation, la Société pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des actions détenues par cet actionnaire, en respectant la procédure suivante:

(1) La Société enverra un second préavis (appelé ci-après "avis de rachat") à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au registre des actions nominatives comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, la manière suivant laquelle le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'acheteur.

L'avis de rachat sera envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actions nominatives. L'actionnaire en question sera obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat et son nom sera rayé du registre des actions nominatives.

(2) Le prix auquel chaque action spécifiée dans l'avis de rachat sera rachetée (appelé ci-après «prix de rachat») sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action au jour d'évaluation déterminé par le conseil d'administration pour le rachat d'actions de la Société et qui précédera immédiatement la date de l'avis de rachat ou suivra immédiatement la remise du ou des certificats représentant les actions spécifiées dans cet avis, en prenant le prix le moins élevé, le tout ainsi que prévu à l'Article 8 ci-dessus, déduction faite des commissions qui y sont également prévues.

(3) Le paiement du prix de rachat à l'ancien propriétaire sera effectué en la monnaie déterminée par le conseil d'administration pour le paiement du prix de rachat des actions; le prix sera déposé pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une Banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'avis de rachat), après

détermination finale du prix de rachat suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat. Dès signification de l'avis de rachat, l'ancien propriétaire des actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions de recevoir le prix déposé (sans intérêts) à la banque après remise effective du ou des certificats. Au cas où le prix de rachat payable à un actionnaire en vertu de ce paragraphe n'aurait pas été réclamé dans les cinq ans de la date spécifiée dans l'avis de rachat, ce prix ne pourra plus être réclamé et reviendra à la Société. Le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour prendre périodiquement les mesures nécessaires et autoriser toute action au nom de la Société en vue d'opérer ce retour.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou que la propriété réelle des actions était autre que celle admise par la Société à la date de l'avis de rachat, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Le terme «ressortissant des Etats-Unis», tel qu'utilisé dans les présents Statuts, signifie tout citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique, ou toute société ou association organisée ou établie sous les lois d'un Etat, Commonwealth, territoire ou possession des Etats-Unis, ou une succession ou un trust autre qu'une succession ou un trust dont le revenu de sources situées hors des Etats-Unis d'Amérique n'est pas à inclure dans le revenu global pour déterminer l'impôt américain sur le revenu payable par cette succession ou ce trust.

Art. 10. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action

La valeur nette d'inventaire par action sera exprimée dans la devise de référence de la Société, c'est-à-dire l'Euro, et sera déterminée par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Evaluation les actifs nets de la Société, constitués par ses avoirs moins ses engagements au Jour d'Evaluation concerné, par le nombre total de ses actions en circulation à ce moment, le tout en conformité avec les Règles d'Evaluation décrites ci-dessous. Le calcul de la valeur nette d'inventaire par action peut prendre un mois calendrier à compter du Jour d'Evaluation applicable afin de prendre en considération les prix les plus récents des organismes de placement collectif dans lesquels la Société est investie. La valeur nette d'inventaire par action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise de référence tel que le conseil d'administration le déterminera. Si depuis la date de détermination de la valeur nette d'inventaire, un changement substantiel des cours sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société est intervenu, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation dans le souci de sauvegarder les intérêts des actionnaires de la Société.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire se fera de la manière suivante:

I. Les avoirs de la Société comprendront:

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus ou courus;
- 2) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé);
- 3) tous les titres, parts, actions, obligations, droits de souscription, warrants, options et autres valeurs mobilières, instruments financiers et autres avoirs qui sont la propriété de la Société ou ont été contractés par elle, étant entendu que la Société pourra faire des ajustements d'une manière qui n'est pas en contradiction avec le paragraphe ci-dessous en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droit ou des procédés similaires;
- 4) tous les dividendes, en espèces ou en actions, et les distributions à recevoir par la Société en espèces dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance;
- 5) tous les intérêts courus sur les avoirs productifs d'intérêts qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris ou reflétés dans le prix de ces avoirs;
- 6) les dépenses préliminaires de la Société, y compris les coûts d'émission et de distribution des actions de la Société, pour autant que celles-ci n'ont pas été amorties;
- 7) tous les autres avoirs détenus par la Société, de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:

- (a) les actions ou les parts des organismes de placement collectif seront évaluées sur base de leur dernière valeur nette d'inventaire disponible;
- (b) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée ; dans ce cas, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
- (c) la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées ou cotées à une bourse de valeurs sera déterminée suivant leur dernier cours publié disponible le Jour d'Evaluation en question ;
- (d) la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, fournissant des garanties comparables est basée sur leur dernier cours publié disponible le Jour d'Evaluation en question ;

(e) dans la mesure où des valeurs mobilières en portefeuille au Jour d'Évaluation ne sont pas négociées ou cotées à une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou, si pour des valeurs cotées ou négociées à une telle bourse ou à un tel autre marché, le prix déterminé conformément aux dispositions sub (c) ou (d) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de leur valeur probable de réalisation qui sera estimée avec prudence et bonne foi;

(f) les instruments du marché monétaire et autres titres à revenu fixe dont l'échéance résiduelle est inférieure à 12 mois pourront être évalués sur base du coût amorti;

(g) la valeur de liquidation des contrats à terme et d'option qui ne sont pas négociés sur des bourses de valeurs ou d'autres marchés réglementés équivaudra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le conseil d'administration sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme et contrats d'option négociés sur des bourses de valeurs ou d'autres marchés réglementés sur lesquels ces contrats d'option et ces contrats à terme sont négociés par la Société ; pour autant que si un contrat d'option ou un contrat à terme ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le conseil d'administration de façon juste et raisonnable;

(h) les swaps de taux d'intérêt sont évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux applicable. Les swaps sur indices ou instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces opérations de swaps, selon des procédures établies par le conseil d'administration;

(i) tous les autres avoirs seront évalués sur base de leur valeur probable de réalisation qui sera estimée avec prudence et bonne foi.

La valeur de tous les actifs et engagements non exprimés dans la devise de référence de la Société sera convertie dans cette devise de référence au taux de change qui prévaut à Luxembourg le Jour d'Évaluation concerné. Si ces cours ne sont pas disponibles, le taux de change sera déterminé avec prudence et bonne foi par et selon les procédures fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration, à son entière discrétion, pourra permettre l'utilisation de toute autre méthode d'évaluation s'il considère que cette évaluation reflète mieux la valeur probable de réalisation d'un avoir détenu par la Société.

II. Les engagements de la Société comprendront:

- 1) tous les emprunts, effets et comptes exigibles;
- 2) tous les intérêts courus sur les emprunts de la Société (y compris tous les droits et frais encourus pour le recours à ces emprunts);
- 3) toutes les dépenses provisionnées ou à payer (y compris les dépenses administratives, les dépenses de conseil et de gestion, des frais de dépôt et les frais d'administration centrale);
- 4) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- 5) une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu encourus au Jour d'Évaluation concerné, fixée périodiquement par la Société et, le cas échéant, toutes autres réserves autorisées et approuvées par le conseil d'administration ainsi qu'un montant (s'il y a lieu) que le conseil d'administration pourra considérer comme constituant une provision suffisante pour faire face à toute responsabilité éventuelle de la Société;

6) tous autres engagements de la Société de quelque nature que ce soit, conformément aux principes de comptabilité généralement admis. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par elle pour son bon fonctionnement, comprenant par exemple les frais de constitution et de modification ultérieure des Statuts, ainsi que, le cas échéant, les commissions et frais payables au conseiller en investissements, agent administratif, dépositaire et correspondants, agent domiciliaire, agent de transfert ou autres mandataires et employés et administrateurs de la Société, ainsi qu'aux représentants permanents des lieux où la Société est soumise à l'enregistrement, les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique effectuée en dehors des propres services de l'Agent domiciliaire et la révision des comptes annuels de la Société, les frais de préparation, de promotion, d'impression et de publication des documents de vente des actions, prospectus et rapports financiers, les frais des déclarations d'enregistrement, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et de contrôle et par les bourses de valeurs, les frais de publication des prix d'émission et de rachat, ainsi que toutes autres dépenses d'exploitation, y compris les frais financiers, bancaires ou de courtage encourus lors de l'achat ou de la vente d'avoirs ou autrement, les frais de contrôles de vraisemblance réalisés sur les valorisations de certains actifs et tous les autres frais administratifs. La Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période.

Toutes les Règles d'Évaluation et détermination devront être interprétées et faites conformément aux principes de comptabilité généralement admis.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence ou d'erreur manifeste, toute décision prise lors du calcul de la valeur nette d'inventaire par le conseil d'administration ou par une banque, société ou autre organisation que le conseil d'administration peut désigner aux fins de calculer la valeur nette d'inventaire sera définitive et liera la Société ainsi que les actionnaires présents, anciens ou futurs.

III. Pour les besoins de cet Article:

1) les actions en voie de rachat par la Société conformément à l'Article 8 ci-dessus seront considérées comme actions émises et existantes jusqu'immédiatement après l'heure, fixée par le conseil d'administration, du Jour d'Evaluation au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérées comme engagement de la Société;

2) les actions à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure, fixée par le conseil d'administration, au Jour d'Evaluation au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment, traitées comme une créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société, exprimés autrement que dans la devise de référence de la Société, seront évalués en tenant compte des taux de change au Luxembourg en vigueur au Jour d'Evaluation; et

4) à chaque Jour d'Evaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquérir un élément d'actif, le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif, le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exactes de cette contrepartie ou de cet élément d'actif ne sont pas connues au Jour d'Evaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

Art. 11. Fréquence et Suspension Temporaire du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, des Emissions et Rachats d'Actions

La valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission et de rachat des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet à une fréquence trimestrielle, tel jour ou moment de calcul étant défini dans les présents Statuts comme «Jour d'Evaluation».

La Société peut temporairement suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire par action ainsi que l'émission et le rachat des actions lors de la survenance de l'une des circonstances suivantes:

a) lorsque la valeur nette d'inventaire des actions ou des parts des organismes de placement collectif sous-jacents représentant une part substantielle des investissements de la Société ne peut être déterminée ;

b) pendant tout ou partie d'une période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou l'un des principaux marchés réglementés auxquels une partie substantielle du portefeuille de la Société est cotée ou négociée, est fermé pour une raison autre que le congé normal ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues;

c) lorsque la Société ne peut pas normalement disposer de ses investissements ou les évaluer ou ne peut le faire sans porter préjudice grave aux intérêts de ses actionnaires;

d) lorsque les moyens de communication nécessaires à la détermination du prix ou de la valeur des avoirs sont hors de service ou si pour n'importe quelle autre raison la valeur des avoirs ne peut être déterminée;

e) lorsque la réalisation d'investissements ou le transfert de fonds impliqués dans de telles réalisations d'investissements ne peuvent être effectués à des prix ou des taux de change normaux, ou lorsque la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'opérer des paiements sur le rachat d'actions;

f) dès la publication de l'avis de convocation d'une assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer sur la dissolution de la Société.

Pareille suspension sera publiée par la Société, si cela est approprié, et sera notifiée aux actionnaires ayant fait une demande de souscription ou de rachat d'actions.

Toute demande de souscription ou de rachat sera irrévocable sauf en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Titre III.- Administration et Surveillance

Art. 12. Administrateurs

La Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actions présentes ou représentées.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion.

Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui dressera les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires. Le cas échéant, le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera les réunions du conseil d'administration et les assemblées générales des actionnaires. En son absence, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité simple un autre administrateur et, lorsqu'il s'agit d'une assemblée générale, toute autre personne pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs ou autres fondés de pouvoir dont un directeur général, des directeurs généraux adjoints et tous autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents Statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à une réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité simple des administrateurs ou tout autre nombre que le conseil d'administration pourra déterminer, sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par la personne qui aura présidé la réunion. Les copies des extraits de ces procès-verbaux devant être produites en justice ou ailleurs seront signées valablement par le président de la réunion ou par deux administrateurs ou par le secrétaire et toute autre personne autorisée à cet effet.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votes des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le président aura voix prépondérante.

Les décisions sont prises à l'unanimité des votes des administrateurs présents ou représentés dans le cas de toute transaction dans laquelle le dépositaire ou le titulaire du contrat de services pourrait connaître un conflit d'intérêt.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire. Chaque membre du conseil d'administration exprimera son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour orienter et gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, sous réserve de l'observation de la politique d'investissement telle que prévue à l'Article 17 ci-dessous.

Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 15. Engagement de la Société vis-à-vis des Tiers

Vis-à-vis des tiers la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature ou la signature conjointe de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 16. Délégation de Pouvoirs

Le conseil d'administration de la Société peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir en tant que signataire autorisé de la Société) ainsi qu'à la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, qui auront les pouvoirs leur conférés par le conseil d'administration et qui peuvent, si le conseil d'administration l'autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs.

Le conseil d'administration peut ainsi, sous son contrôle, sa direction et sa responsabilité, déléguer la gestion journalière des actifs de la Société à un ou plusieurs gestionnaire(s). Le conseil d'administration ou le(s) gestionnaire(s) peuvent en outre être assisté(s) par un conseiller en investissements dans la gestion journalière des actifs de la Société.

Le conseil d'administration peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé..

Art. 17. Politique et Restrictions d'Investissement

L'assemblée générale des actionnaires, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique et la stratégie d'investissement à respecter pour la Société ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées conformément aux lois et règlements.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'exécuter la stratégie et la politique d'investissement ainsi définies par l'assemblée générale.

Art. 18. Indemnisation des Administrateurs

La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et autres ayants droit, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, de directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société, dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf au cas où dans pareils actions au procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement extra-judiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 19. Surveillance de la Société

Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi de 2007.

Titre IV.- Assemblées Générales - Année sociale - Distributions

Art. 20. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société

L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'universalité des actionnaires de la Société. Les résolutions prises s'imposent à tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires a plus particulièrement les compétences suivantes :

- (a) la définition initiale et la modification ultérieure éventuelle de la stratégie, des objectifs et de la politique d'investissement de la Société;
- (b) la décision d'exécution ou non d'une transaction recommandée par le conseiller en investissements et refusée par le conseil d'administration ;
- (c) l'établissement et la modification du prospectus d'émission;
- (d) la nomination et la révocation du conseiller en investissements.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration.

Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un cinquième au moins du capital social.

L'assemblée générale annuelle ordinaire se réunit, conformément à la loi luxembourgeoise, dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, le premier mardi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable bancaire suivant à Luxembourg.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans l'avis de convocation.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du conseil d'administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. La délivrance de cet avis aux actionnaires nominatifs ne doit pas être justifiée à l'assemblée. L'ordre du jour sera préparé par le conseil d'administration, à l'exception du cas où l'assemblée a été convoquée sur la demande écrite des actionnaires, dans ce cas le conseil d'administration peut préparer un ordre du jour supplémentaire.

Etant donné que les actions sont uniquement des actions nominatives, aucune publication de l'avis de convocation ne sera faite; les avis aux actionnaires ne pourront être envoyés que par lettre recommandée.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part aux assemblées générales.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux présents Statuts. Les actionnaires peuvent agir en personne ou ils peuvent se faire représenter par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être administrateur de la Société, en lui conférant un pouvoir écrit par télégramme, télex ou téléfax.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 21. Année sociale

L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. Affectation et répartition de résultats

La Société a opté pour la capitalisation pure: les sommes distribuables sont intégralement capitalisées, à l'exception de celles qui feraient l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Titre V.- Dispositions finales

Art. 23. Dépositaire

Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura une convention de banque dépositaire avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative à la surveillance du secteur financier (le «dépositaire»).

Le dépositaire aura les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi de 2007.

La convention entre le dépositaire et la Société pourra être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis d'un an, donné par écrit par lettre recommandée et spécifiant la date à laquelle la convention prendra fin.

Si le dépositaire désire se retirer, le conseil d'administration s'efforcera de trouver un remplaçant endéans 2 mois à partir de la date où la démission devient effective.

Le conseil d'administration ne pourra dénoncer la convention de banque dépositaire que pour autant qu'un remplaçant ait été préalablement trouvé.

Art. 24. Conseiller en Investissements

La Société conclura un contrat de conseil en investissements avec un conseiller en investissements nommé par l'assemblée générale des actionnaires (le «conseiller en investissements»).

Le conseiller en investissements aura les pouvoirs et charges tels que prévus par le contrat de conseil en investissements tel qu'approuvé par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 25. Dissolution de la Société

La Société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 27 ci-dessous.

La question de la dissolution de la Société doit de même être soumise par le conseil d'administration à une assemblée générale des actionnaires lorsque le capital social est devenu inférieur aux deux tiers du capital minimum tel que prévu à l'Article 5 des présents Statuts. L'assemblée générale délibère sans quorum de présence et décide à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit aussi être soumise par le conseil d'administration à une assemblée générale des actionnaires lorsque le capital social est devenu inférieur au quart du capital minimum fixé à l'Article 5 des présents Statuts; dans ce cas, l'assemblée délibère sans quorum de présence et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des votes des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de façon à ce que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que les actifs nets de la Société sont devenus inférieurs aux deux tiers respectivement au quart du capital minimum, suivant le cas concret.

Art. 26. Liquidation

La liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 27. Modifications des Statuts

Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

Art. 28. Déclaration

Les mots, bien qu'écrits au masculin englobent également le genre féminin, les mots «personnes» ou «actionnaires» englobent également les sociétés, associations et tout autre groupe de personnes constitué ou non sous forme de société ou d'association.

Art. 29. Loi Applicable

Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'à la Loi de 2007, telles que ces lois ont été ou seront modifiées par la suite.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2008.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et Paiement

Les souscripteurs ont souscrit aux actions comme suit:

- 1) FONDATION ACHILLA, préqualifiée, souscrit à trente (30) actions de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, résultant en un paiement total de trente mille euros (EUR 30.000,-).
- 2) MICHELET CONSULT SPRL, préqualifiée, souscrit à une (1) action de mille euros (EUR 1.000,-), résultant en un paiement de mille euros (EUR 1.000,-).

La preuve du total de ces paiements, c'est-à-dire trente et un mille euros (EUR 31.000,-) a été donnée au notaire instrumentant qui le reconnaît.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26 de la Loi de 1915 et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués approximativement à quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,-).

Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires

Les comparantes préqualifiées, dûment représentées, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont ensuite constituées en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

I. Sont nommés administrateurs pour un terme qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à délibérer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008:

- M. Alain Léonard

Administrateur-délégué, Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, né à Ixelles (Belgique) le 18 mars 1968, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

- M. Donald Villeneuve

Directeur-Adjoint, BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., né à Québec (Canada) le 23 avril 1963, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

- M. Eric Dekeuleneer

Administrateur-délégué, Office Central de Crédit Hypothécaire, né à Bruxelles (Belgique) le 10 avril 1952, demeurant au 28, avenue de Phalènes, B-1000 Bruxelles.

II. Est nommée réviseur d'entreprises agréé pour un terme qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à délibérer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2008:

- KPMG AUDIT S.à r.l., 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 103.590

III. Est nommée conseiller en investissements pour une durée illimitée:

- MICHELET CONSULT SPRL, 253, Chaussée de Bruxelles, B-1950 Kraainem

L'assemblée générale autorise deux administrateurs quelconques de la Société à signer le contrat de conseil en investissements à conclure entre la Société et le conseiller en investissements, dans la forme jointe en annexe aux présentes, sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

IV. L'assemblée générale approuve le Prospectus d'émission de la Société dans la forme jointe en annexe aux présentes, sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, et plus particulièrement la stratégie, les objectifs et la politique d'investissement de la Société tels que décrits au Prospectus d'émission de la Société.

V. Conformément à l'article 16 alinéa 3 des Statuts, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette délégation à Monsieur Alain Léonard, prénommé.

VI. L'adresse de la Société est fixée au 12, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. Vermeersch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 14 novembre 2007, LAC/2007/35301 - Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): Fr. Schneider.

Délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2007..

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007135606/220/596.

(070159334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2007.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

—

Sonderreglements der von der UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. verwalteten Einzelfonds: UniRenta Corporates, UniMid&SmallCaps: Europa, UniProtect: Europa, UniProtect: Europa II

Die Änderungsvereinbarung betreffend das jeweilige Sonderreglement

des UniRenta Corporates vom 1. Oktober 2005,

des UniMid&SmallCaps: Europa vom 1. Oktober 2005,

des UniProtect: Europa vom 13. Februar 2004 und

des UniProtect: Europa II vom 13. Februar 2004,

in Kraft getreten am 1. Oktober 2007, wurde einregistriert in Luxemburg beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. November 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007140113/685/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00273. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Dens Alpha Commodity OP, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 133.980.

—

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am neunundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

OPPENHEIM ASSET MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., hier vertreten durch Julia Brauckmann, wohnhaft in Merzig, Deutschland, sowie Frau Vanessa Gabriel, wohnhaft in Bridel, Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 29. Oktober 2007.

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Bevollmächtigten der Erschienenen und der Notarin unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt, um mit derselben registriert zu werden. Die Erschienene hat, durch ihre Bevollmächtigten, die unterzeichnende Notarin gebeten, die Satzung einer «société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé», die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Definitionen.

Aktien bezeichnet die Anteile der Gesellschaft. Die Aktien werden in der Form von Namensaktien ohne Aktienzertifikate ausgegeben. Alle Aktien müssen voll einbezahlt sein.

Aktionäre bezeichnet Institutionelle Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007, welche Aktien am Kapital der Gesellschaft erworben haben.

Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg geöffnet sind.

Bewertungstag bezeichnet den letzten Bankarbeitstag in einem Kalenderquartal, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist.

Depotbank und Zahlstelle bezeichnet die SAL. OPPENHEIM jr. & Cie. S.C.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, welche die Depotbankfunktionen im Sinne des Gesetzes von 2007 wahrnimmt.

Domizilierungs- und Hauptverwaltungsstelle bezeichnet die OPPENHEIM ASSET MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Geregelter Markt ein geregelter Markt wie in der Richtlinie des Rates 93/22/EWG vom 10. Mai 1993 über Wertpapierdienstleistungen («Richtlinie 93/22/EWG») in der aktuellen Fassung definiert, das heißt ein Markt, der in der von jedem Mitgliedstaat aufgestellten Liste der geregelten Märkte aufgeführt ist, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, der dadurch charakterisiert ist, dass von zuständigen Behörden herausgegebene oder genehmigte Regelungen die Bedingungen für den Betrieb des Marktes, die Bedingungen für den Zugang zu dem Markt und die Bedingungen, die von einem Finanzinstrument zu erfüllen sind, damit es am Markt effektiv gehandelt werden kann, festlegen, wobei verlangt wird, dass alle Berichts- und Transparenzvorschriften nach Richtlinie 93/22/EWG eingehalten werden. Eine aktualisierte Liste der geregelten Märkte kann im Internet unter folgender Adresse abgerufen werden:

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/en/finances/mobil/isdlist_fr.pdf

Gesellschaft oder **Fonds** bezeichnet die DENS ALPHA COMMODITY OP SICAV.

Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Institutionelle Anleger bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als Sachkundiger Anleger gilt.

Nettoinventarwert bezeichnet den Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft, gemindert um deren Verbindlichkeiten, berechnet, so wie in Artikel 10 der Satzung beschrieben.

OGAW bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche gemäss der Richtlinie 85/611/EWG in ihrer jeweils gültigen Fassung errichtet wurden.

OGA bezeichnet sonstige Organismen für gemeinsame Anlagen.

Prospekt bezeichnet den Verkaufsprospekt der Gesellschaft, in seiner jeweils gültigen Fassung.

Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft.

Art. 2. Name. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen DENS ALPHA COMMODITY OP.

Die Gesellschaft besitzt eine eigene Rechtspersönlichkeit.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Vermögens in Rohstoff-Futures, bei deren Laufzeitende eine physische Lieferung ausgeschlossen sein soll.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im weitesten zulässigen Sinne im Rahmen des Gesetzes von 2007 dienlich sind. Kreditaufnahmen zu Lasten des Gesellschaftsvermögens sind ausgeschlossen. Davon ausgenommen sind Kredite zur kurzfristigen Überbrückung von Liquiditätserfordernissen bis zur Höhe von 10% des Nettovermögens der Gesellschaft.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf bestimmte Zeit bis einschließlich zum 31. Dezember 2017 errichtet. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit vorzeitig aufgelöst oder über den 31. Dezember 2017 hinaus verlängert werden.

Art. 5. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung in jede andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros im Großherzogtum Luxemburg zu errichten.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegen. Die Nationalität der Gesellschaft bleibt von dieser vorübergehenden Sitzverlegung unberührt.

Titel II. Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert in Form von Namensaktien repräsentiert und entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 9 der Satzung. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) und muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden. Die Ausgabe von Aktien der Gesellschaft an Anleger, die bei der Gründung der Gesellschaft keine Aktien gezeichnet haben, bedarf der Zustimmung der Generalversammlung.

Der Erlös aus der Ausgabe von Aktien (abzüglich einer eventuellen Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag)) wird nach Vorgabe des Verwaltungsrates unter Berücksichtigung der in Artikel 16 dieser Satzung festgelegten Anlagepolitik und maßgeblichen Anlagebeschränkungen investiert.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des letzten Satzes des Absatzes 1 dieses Artikels darf der Verwaltungsrat jederzeit und unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären insofern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einräumen zu müssen. Der Verwaltungsrat darf jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Ausgabepreis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

Die Jahresberichte der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Gesellschaft, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

Art. 7. Form und Übertragung der Aktien. Die Aktien der Gesellschaft können ausschließlich von Institutionellen Anlegern erworben werden.

Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden in ein Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft beauftragten Personen geführt wird. In das Register wird entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft der Name jedes Aktionärs, sein ständiger oder gewählter Wohnsitz und die Zahl der von ihm gehaltenen Aktien eingetragen. Die Gesellschaft gibt keine Aktienzertifikate aus.

Die Übertragung von Aktien erfolgt durch schriftliche Erklärung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Die jeweilige Eintragung ist durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte(n) Person(en) zu unterzeichnen.

Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen zu senden sind. Diese Anschrift ist im Aktienregister zu vermerken. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft einen entsprechenden Vermerk in das Aktienregister eintragen lassen. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise jede andere von der Gesellschaft eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit durch eine schriftliche Mitteilung beantragen, die im Aktienregister eingetragene Anschrift zu ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern eine oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, müssen diese Personen einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist, benennen. Bis zur wirksamen Benennung wird die Ausübung der mit den Aktien verbundenen Rechte ausgesetzt.

Berechtigt eine Zahlung einen Zeichner zum Erwerb eines Aktienbruchteils, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht. Allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies beschließt, anteilig an dem Nettovermögen beteiligt, zum Erhalt anteiliger Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation der Gesellschaft an dem anteiligen Liquidationserlös zu beteiligen.

Verfügungen über Aktien der Gesellschaft, die von einer deutschen Versicherungsgesellschaft, einem deutscher Pensionsfonds oder einem sonstigen deutschen Anleger, der den Bestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG) in der jeweils geltenden Fassung unterliegt und die Aktien als «Sicherungsvermögen» im Sinne der §§ 66, 113 VAG oder als «sonstiges gebundenes Vermögen» im Sinne der §§ 54 Abs. 1, 115 VAG hält, vorgenommen werden, unterliegen keinerlei Beschränkungen, insbesondere bedürfen sie nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre oder sonstiger Dritter.

Die Zustimmungspflicht eines Treuhänders, wie in § 72 VAG vorgesehen, bleibt hiervon unberührt.

Art. 8. Ausgabe von Aktien. Alle Aktien haben gleiche Rechte. Die Aktien werden vom Verwaltungsrat der Gesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Aktien und der entsprechenden Aktienscheine ist grundsätzlich unbeschränkt. Der Verwaltungsrat behält sich jedoch das Recht vor, die Ausgabe von Aktien vorübergehend oder vollständig einzustellen. In diesem Fall werden etwa bereits geleistete Zahlungen unverzüglich erstattet.

Die Aktien können bei der Hauptverwaltungsstelle, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

Jeder Aktionär kann jederzeit über seine Aktien verfügen und an dritte Institutionelle Anleger veräußern. Eine Verfügung über die Aktien, soweit und solange diese zum gebundenen Vermögen eines Unternehmens gehören, das den Vorschriften des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes («VAG») im Sinne von § 54 VAG unterliegt (das «Versicherungsunternehmen»), bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre oder Dritter. Die Zustimmungspflicht eines Treuhänders, wie in § 72 Absatz 1 VAG vorgesehen, bleibt hiervon unberührt. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung der gesamten oder eines Teils der Aktien des Fonds die das Versicherungsunternehmen hält. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das Versicherungsunternehmen nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Versicherungsunternehmen und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für das Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über.

Die Rücknahme der Aktien ist ausgeschlossen.

Art. 9. Ausgabepreis. Zur Errechnung des Ausgabepreises ermittelt die Hauptverwaltungsstelle unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zur Gesellschaft gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Gesellschaftsverbindlichkeiten (der «Nettoinventarwert») an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der ausgegebenen Aktien (der «Nettoinventarwert pro Aktie»).

Dabei werden:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

(b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;

(c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(d) Investmentanteile an OGAW und/oder OGA des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

(e) Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften («Zielfonds») werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

(f) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(g) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(h) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag seitens der Gesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(i) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als 90 Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(j) Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

(k) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem seitens der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Hauptverwaltungsstelle darf nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie diese im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft hinsichtlich des voraussichtlichen Realisierungswertes für angebracht hält.

Wenn die Hauptverwaltungsstelle der Ansicht ist, dass der ermittelte Wert der Aktien an einem bestimmten Bewertungstag den tatsächlichen Wert der Aktien der Gesellschaft nicht wiedergibt oder wenn seit der Ermittlung des Aktienwertes beträchtliche Bewegungen an den betreffenden Börsen und/oder Märkten eingetreten sind, kann die Hauptverwaltungsstelle beschließen, den Aktienwert noch am selben Tag zu aktualisieren. Unter diesen Umständen werden alle für diesen Bewertungstag eingegangenen Anträge auf Zeichnung auf der Grundlage des Aktienwerts eingelöst, der unter Berücksichtigung des Grundsatzes von Treu und Glauben aktualisiert worden ist.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.

Aktienkaufaufträge, die bis 10.30 Uhr am letzten Bankarbeitstag vor einem Bewertungstag bei der Hauptverwaltungsstelle, der Depotbank oder bei einer der Zahlstellen eingegangen sind, werden mit dem an diesem Bewertungstag festgestellten Ausgabepreis abgerechnet.

Art. 10. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Aktienwerts zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer Markt, an dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(b) in Notlagen, wenn die Gesellschaft über Anlagen eines Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der gekauften oder verkauften Vermögensgegenstände frei zu transferieren oder die Berechnung des Aktienwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Gesellschaft hat den Aktionären die Aussetzung der Aktienwertberechnung, sofern diese länger als drei Bankarbeitstage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen. Während der Dauer der Aussetzung der Aktienwertberechnung dürfen Aktionäre ihre Kaufaufträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Kaufaufträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Aktienwertberechnung festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

Titel III. Verwaltung - Aufsicht

Art. 11. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Der Verwaltungsrat wird von der Generalversammlung bestellt. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Gesamtdauer eines erteilten Mandates eines Verwaltungsratsmitgliedes darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates dürfen wiedergewählt werden. Die Generalversammlung kann die Mitglieder des Verwaltungsrates jederzeit ohne Angabe von Gründen abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, um die freie Stelle kommissarisch bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen.

Art. 12. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat bestimmt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die Generalversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates soll wenigstens 24 Stunden vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung erhalten, in der das Datum, der Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung anzugeben ist. In Dringlichkeitsfällen kann diese Frist abgekürzt werden. Auf die Einladung kann schriftlich, per Telegramm, per Telex oder per E-Mail von allen Verwaltungsratsmitgliedern ganz verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Einladung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Einladung ist ferner entbehrlich für Sitzungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, der zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Bevollmächtigung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Wenn der Vorsitzende, im Falle seiner Verhinderung sein Stellvertreter, dies bestimmt, kann jedes Mitglied des Verwaltungsrates an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Telekommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass die teilnehmenden Personen identifiziert, sämtliche Teilnehmer der Sitzung einander durchgehend hören und miteinander sprechen können.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam Beschlüsse fassen.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse bedürfen der Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des

Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung und bei dessen Nichtteilnahme an der Beschlussfassung die Stimme seines Stellvertreters den Ausschlag. Die Beschlussfassung über Anlagen der Gesellschaft bedarf der Anwesenheit oder Vertretung aller Verwaltungsratsmitglieder. Entsprechende Beschlüsse müssen einstimmig gefasst werden.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden, im Falle seiner Verhinderung seines Stellvertreters, und im Einverständnis aller Verwaltungsratsmitglieder können Beschlüsse durch Einholung schriftlicher, fernschriftlicher oder fernmündlicher Erklärungen oder mittels anderer elektronischer Medien übermittelter Erklärungen herbeigeführt werden («Umlaufbeschlüsse»). Umlaufbeschlüsse müssen einstimmig gefasst werden.

Art. 13. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Verwaltungsratsbeschlüsse sind zu protokollieren und die Protokolle vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle geheftet. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Auszüge aus diesen Protokollen, die zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 16 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche Befugnisse, die durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Generalversammlung nicht ausdrücklich vorbehalten sind, dürfen durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrats vertreten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, aus seiner Mitte Ausschüsse zu bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben zu ernennen. Die Ausschüsse handeln in Übereinstimmung mit den internen Regeln des Verwaltungsrats und unter Beachtung von Artikel 16 der Satzung.

Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen seine Befugnis hinsichtlich der Verwaltung der Gesellschaft übertragen sowie seine Befugnis, die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionär sein müssen, erfolgen. Der Verwaltungsrat ist befugt, Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte zu erteilen.

Art. 15. Vergütung des Verwaltungsrates - Auslagenerstattung. Die Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder wird von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Angemessene und erforderliche Auslagen und sonstige Kosten, die den Verwaltungsratsmitgliedern oder sonstigen Personen, die auf Grund einer ordnungsgemäßen Bevollmächtigung für die Gesellschaft tätig geworden sind, in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, werden erstattet. Dies umfasst eventuelle Kosten für Rechtsverteidigungsmaßnahmen, sofern diese nicht durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden sind. Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Auslagenerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 16. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat bestimmt unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen die Anlagepolitik der Gesellschaft, die Sicherungsstrategien für das Nettovermögen der Gesellschaft und die sonstigen Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen.

Art. 17. Anlageverwalter. Der Verwaltungsrat ist befugt, einen oder mehrere Anlageverwalter mit der Verwaltung der Vermögenswerte der Gesellschaft zu betrauen. Der Anlageverwalter hat seine Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Vermögenswerten der Gesellschaft im Rahmen der Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 16 der Satzung und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrats aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung zu treffen.

Der Anlageverwalter ist berechtigt, sich zur Erfüllung seiner vorstehend beschriebenen Aufgaben der Hilfe Dritter zu bedienen, insbesondere einen Anlageberater zu bestellen.

Art. 18. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse unverzüglich mitteilen und darf im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen des Verwaltungsrats teilnehmen. Über diesen Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht wird, bedürfen Beschlüsse lediglich der einfachen Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder.

Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehreren Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein

persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder in anderer Form in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, zu beraten, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Tritt bei einem Aktionär ein vorstehend beschriebener Interessenkonflikt auf, ist dessen Vertreter im Verwaltungsrat nicht von den Beratungen und Abstimmungen ausgeschlossen, insbesondere bleibt das Verwaltungsratsmitglied stimmberechtigt.

Titel IV. Generalversammlungen

Art. 19. Befugnisse der Generalversammlung. Die Generalversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft;
- g) Zustimmung zum Abschluss und zur Änderung des Vertrages mit dem Anlageverwalter gemäß Artikel 18;
- h) Zustimmung zu sämtlichen Änderungen oder Ergänzungen des Verkaufsprospekts der Gesellschaft.

Art. 20. Die alljährliche Generalversammlung - Andere Generalversammlungen. Die alljährliche ordentliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort jeweils am vierten Dienstag im Monat April um 11.00 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Art. 21. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung. Der Ablauf der Generalversammlung muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie innerhalb einer Aktienklasse, zu einer Stimme.

Die Einladung zu den Generalversammlungen wird den Aktionären per Post an ihre im Aktienregister vermerkte Adresse zugesandt. Sofern Aktionäre und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind, werden diese durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert.

Jeder Aktionär darf sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die auch durch Telegramm, Telex oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mit stimmenden Aktionären gefasst. Die Aktionäre können im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel an der Generalversammlung teilnehmen, vorausgesetzt, die entsprechend teilnehmenden Personen können identifiziert werden und sämtliche Teilnehmer der Versammlung können einander durchgehend hören und miteinander sprechen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Generalversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch von Aktionären beantragt werden, deren Anteile mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Wird die Generalversammlung nicht binnen eines Monats nach Antragstellung abgehalten, können die Aktionäre, deren Anteile mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Bennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, der sodann die Einberufung der Generalversammlung veranlasst. Die Einberufung der Generalversammlung muss den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Aktionäre, deren Anteile mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Generalversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 22. Geschäftsjahr. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008. Die weiteren Geschäftsjahre beginnen jeweils am 1. Januar eines Jahres und enden jeweils am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Ausschüttungspolitik. Die Generalversammlung bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen bzw. ob die Erträge der Gesellschaft thesauriert werden.

a) Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien.

b) Eventuelle Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, fallen dem Vermögen des Fonds an. Ungeachtet dessen ist die Gesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Frist geltend gemacht werden, an die Aktionäre auszuzahlen.

c) Die tatsächlich für jede Aktienklasse verfolgte Ausschüttungspolitik ergibt sich aus der Übersicht im vorderen Teil dieses Verkaufsprospektes.

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Der Verwaltungsrat veranlasst die Erstellung eines Jahresberichtes. Dieser Bericht enthält die Bilanz, die nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederte Rechnungslegung sowie den Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.

Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft. Dieser wird von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft vergütet. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu beachten.

Art. 25. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich der Bedingungen, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind, aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, legt der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung vor. Die Generalversammlung ist in diesem Fall ohne Quorum beschlussfähig und entscheidet mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Fällt das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung, legt der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung vor, die ohne Quorumfordernis über die Auflösung zu entscheiden hat. Der Beschluss bedarf der Zustimmung von einem Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien. Die Generalversammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Tag, an dem festgestellt wird, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können. Die Generalversammlung bestellt die Liquidatoren und bestimmt über deren Befugnisse und Vergütung. Die Bestellung der Liquidatoren muss von der Aufsichtsbehörde genehmigt werden. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation für 30 Jahre bei der «Caisse de Consignations» verwahrt.

Art. 26. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Depotbank abschließen. Der Umfang der von der Depotbank zu erfüllenden Pflichten ergibt sich aus den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Die Depotbank oder der Verwaltungsrat können den Depotbankvertrag mit einer Frist von drei Monaten kündigen. Die Depotbank hat während dieser Frist alle Maßnahmen zu ergreifen, um die Interessen der Aktionäre sicherzustellen. Die Depotbank bleibt solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis der Verwaltungsrat eine Nachfolgerdepotbank bestellt hat.

Art. 27. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch Beschluss der Generalversammlung geändert werden. Der Änderungsbeschluss unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007.

Art. 28. Gerichtsstand. Erfüllungsort ist Sitz der Gesellschaft.

Rechtsstreitigkeiten zwischen den Aktionären und der Gesellschaft unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft ist berechtigt, sich selbst dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Aktien vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich des Erwerbs von Aktien Ansprüche gegen die Gesellschaft geltend machen.

Art. 29. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird am 28. April 2009 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

OPPENHEIM ASSET MANAGEMENT SERVICES S. à r.l., vorgenannt, 310 Aktien mit einem Wert von 100,- Euro pro Aktie.

Total: 310 Aktien mit einem Gesamtwert von 31.000,- EUR

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde der unterzeichneten Notarin ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden notariellen Gründungskosten werden auf viertausend Euro (4.000,- EUR) veranschlagt.

Erklärung

Die amtierende Notarin erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die oben angeführten Parteien, die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden bestellt:

1. Herr Andreas Jockel;
2. Frau Anita Zuleger;
3. Herr Alfons Klein.

Herr Andreas Jockel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden bestellt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird bestellt:

KPMG AUDIT S.à r.l., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigten der Erschienenen, haben dieselben die vorliegende Urkunde mit der Notarin unterschrieben.

Gezeichnet: J. Brauckmann, V. Gabriel, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2007, LAC/2007/33569. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007140110/5770/453.

(070167142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

UniMoneyMarket: Euro-Corporates, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 6. März 2006 des UniMoneyMarket: Euro-Corporates, in Kraft getreten am 1. Oktober 2007, wurde einregistriert in Luxemburg und beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. November 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007140111/685/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00273. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

UniMoneyMarket, Fonds Commun de Placement.

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 7. Juli 2005 des UniMoneyMarket, in Kraft getreten am 1. Oktober 2007, wurde einregistriert in Luxemburg und beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. November 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007140112/685/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00273. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

UniSector, Fonds Commun de Placement.

UniSector mit den Teilfonds UniSector: MultiMedia, UniSector: HighTech, UniSector: GenTech, UniSector: Finance, UniSector: ConsumerGoods, UniSector: BioPharma, UniSector: BasicIndustries, UniSector: Klimawandel

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 1. Oktober 2005 des Umbrella-Fonds UniSector, in Kraft getreten am 1. Oktober 2007, wurde einregistriert in Luxemburg und beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. November 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007140115/685/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00245. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Union Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Verwaltungsreglement vom 13. Februar 2004 der von der UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. verwalteten Einzelfonds

Die Änderungsvereinbarung betreffend das Verwaltungsreglement vom 13. Februar 2004 der Einzelfonds der UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. in Kraft getreten am 1. Oktober 2007, wurde einregistriert in Luxemburg beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Folgende Einzelfonds erklären das oben genannte Verwaltungsreglement vom 13. Februar 2004 für anwendbar:

UniEuroKapital

UniEuroKapital -net-

UniEuroRenta Governments

UniEuroRenta Corporates

UniEuroBond «XL»

UniEuroRenta Selected Ideas

UniEuroAspirant

UniEuropaRenta

UniRenta Corporates

UniDollarBond
 UniOptima
 UniEuroRenta EmergingMarkets
 UniEuroKapital Corporates
 UniEuroKapital II
 UniEuroRenta Real Zins
 UniWirtschaftsAspirant
 UniEuropa
 UniEuroSTOXX 50
 UniGlobalTitans 50
 UniDynamicFonds: Europa
 UniDynamicFonds: Global
 UniAsiaPacific
 UniValueFonds: Europa
 UniValueFonds: Global
 UniMid&SmallCaps: Europa
 UniAsia
 UniEM Global
 UniEM Osteuropa
 UniEM Fernost
 UniDividendenAss
 UniExtra: EuroStoxx 50
 UniEuroFlex
 UniOptimus
 UniOptimus -net-
 UniGarantTop: Europa
 UniProtect: Europa
 UniProtect: Europa II
 UniGarantTop: Europa II
 UniGarantTop: Europa III
 UniGarantTop: Europa IV
 Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. November 2007.

UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007140114/685/58.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2007, réf. LSO-CL00273. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Immobilière D.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 113.053.

Suivant décision de l'associé unique, il a été décidé de fixer à nouveau le siège social de la société au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2007

P. Dethioux

Associé unique

Référence de publication: 2007137302/320/15.

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2007, réf. LSO-CK05016. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070159261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2007.

Dresdner Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 26, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 7.589.

Im Jahre zweitausendsieben, den zwanzigsten November.
Vor Notar Paul Bettingen, mit Amtssitze zu Niederanven.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A., mit Sitz in L-2097 Luxembourg, 26, rue du Marché-aux-Herbes, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 7.589, gegründet durch notarielle Urkunde vom 11. April 1967, veröffentlicht im Mémorial C vom 47 vom 20. April 1967; die Statuten wurden letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars Frank Baden, vormals mit dem Amtssitz in Luxemburg, vom 12. Dezember 1994, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 40 im Jahre 1995.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Benedikt Buhl, Administrateur -Delégué der Gesellschaft, Geschäftsadresse 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-2097 Luxembourg.

Zum Schriftführer wird bestimmt Herr Dr. Gerd J.H. Otte, Rechtsanwalt, wohnhaft in 3, um Kallék, L-5369 Schuttrange.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Alexandra Georgi, Syndikus, Geschäftsadresse 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-2097 Luxembourg.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

1. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigter Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1.- Umwandlung der Gesellschaft in eine dualistisch geführte Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Januar 2008, gemäss Artikel 60bis-1 bis einschliesslich 60bis-19 des Gesetzes vom 25. August 2006, welches das Gesetz vom 19. August 1915 über die Handelsgesellschaften abändert.

2.- Infolgedessen Neufassung der Statuten.

3.- Ausscheiden der Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung zum 31. Dezember 2007.

4.- Ernennung der Mitglieder des Aufsichtsrates mit Wirkung zum 1. Januar 2008 und Festlegung der Mandatsdauer.

5.- Bestätigung der Geschäftsordnung für den Aufsichtsrat der Gesellschaft.

6.- Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Verwaltung und Aufsicht der Gesellschaft den Regelungen einer dualistisch geführten Gesellschaft - gemäss Artikel 60bis-1 bis einschliesslich 60bis-19 des Gesetzes vom 25. August 2006, welches das Gesetz vom 19. August 1915 über die Handelsgesellschaften abändert - zu unterwerfen, mit Wirkung zum 1. Januar 2008.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst dementsprechend die Satzungen der Gesellschaft gemäss der Regelungen dualistisch geführter Gesellschaften neuzufassen wie folgt:

«I. Name, Sitz, Gegenstand und Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter dem Namen DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg.

Durch Beschluss des Vorstands, der der vorherigen Genehmigung des Aufsichtsrats bedarf, können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland Niederlassungen und/oder Zweigstellen errichtet werden.

Durch Beschluss des Vorstands kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Die Verlegung des Gesellschaftssitzes an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Generalversammlung.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art beeinträchtigt oder durch das Bestehen solcher Ereignisse gefährdet werden, kann der Gesellschaftssitz provisorisch und bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden.

Die Nationalität der Gesellschaft soll, unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung, luxemburgisch bleiben.

Personen, welche in irgendeiner Weise befugt sind, die Gesellschaft in der laufenden Geschäftsführung rechtsverbindlich zu vertreten, sind auch befugt, diese Verlegung des Gesellschaftssitzes vorzunehmen und Dritten zur Kenntnis zu bringen.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Bank- und Finanzgeschäfte, darunter die Annahme und Verzinsung von Einlagen, die Durchführung aller Finanzoperationen und Handelsgeschäfte in Bezug auf bewegliches und unbewegliches Vermögen sowie der Erwerb von Beteiligungen, die sich direkt oder indirekt auf den Geschäftszweck der Gesellschaft beziehen oder hierfür nützlich sein könnten.

Gegenstand der Gesellschaft ist ferner die Förderung der Emission von Aktien, Gesellschaftsanteilen, Schuldverschreibungen, Zertifikaten und anderen Wertpapieren, ihre Zeichnung im eigenen und in fremdem Namen und deren öffentliche und private Platzierung.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel für die Emission, den Erwerb und den Verkauf von Wertpapieren sowie für Beteiligungen verwenden.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

II. Kapital

Art. 5. Das Aktienkapital beträgt einhundertfünfundzwanzig Millionen Euro (€ 125.000.000), eingeteilt in fünfzigtausend (50.000) voll eingezahlte Aktien zu je zweitausendfünfhundert Euro (€ 2.500) Nennwert.

Art. 6. Das Aktienkapital wurde voll gezeichnet und zu hundert Prozent eingezahlt.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann ein- oder mehrmals durch Ausgabe neuer Aktien gegen Bar- oder Sacheinlagen oder nach Umwandlung von freien Rücklagen in Aktienkapital durch Ausgabe von Gratisaktien beziehungsweise durch eine Erhöhung des Nominalwertes bestehender Aktien erhöht werden.

Im Falle der Ausgabe neuer Aktien gegen Bareinzahlung haben die Aktionäre das Recht auf Zuteilung eines ihrem Anteil an dem bisherigen Aktienkapital entsprechenden Teiles der neuen Aktien, sofern nicht ein entgegenstehender Beschluss der Generalversammlung vorliegt. Dieses Recht wird bezüglich der Form, der Frist und der Bedingungen so ausgeübt, wie sie von der Generalversammlung beschlossen worden sind.

Art. 8. Die Aktien lauten auf den Namen und können nicht in Inhaber-Aktien umgewandelt werden. Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

Art. 9. Die Aktien sind zwischen den Aktionären frei übertragbar.

Im Falle eines Verkaufs von Aktien an Dritte hat die Gesellschaft das Vorkaufsrecht, vorausgesetzt, daß dieses ohne eine Beeinträchtigung des Gesellschaftskapitals und der gesetzlichen Reserve ausgeübt werden kann. Sofern die Gesellschaft dieses Vorkaufsrecht nicht ausübt, steht es den übrigen Aktionären zu.

Sofern hierüber keine andere Regelung getroffen wird, wird das Vorkaufsrecht der Aktionäre im Verhältnis der Zahl ihrer Aktien ausgeübt.

Art. 10. Die Rechte aus den Aktien sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

III. Aufsichtsrat

Art. 11. Der Aufsichtsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Er wird von der Generalversammlung ernannt, die ihre Zahl, die Dauer ihrer Mandate sowie ihre Bezüge bestimmt. Der Aufsichtsrat gibt sich eine von der Generalversammlung zu genehmigende Geschäftsordnung.

Art. 12. Der Aufsichtsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden sowie einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorsitzende des Aufsichtsrates leitet die Sitzungen des Aufsichtsrates und die Generalversammlungen. Im Falle seiner Abwesenheit tritt an seine Stelle ein stellvertretender Vorsitzender des Aufsichtsrates.

Art. 13. Der Aufsichtsrat hat, sooft es die Belange der Gesellschaft erfordern, mindestens jedoch dreimal jährlich, zusammenzutreten. Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden oder durch zwei Aufsichtsratsmitglieder. Eine Sitzung soll ferner einberufen werden, wenn es ein Aufsichtsratsmitglied beantragt.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates finden an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einberufung genannt werden.

Art. 14. Mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen sollen die Sitzungen des Aufsichtsrates mindestens fünf Tage vorher schriftlich angekündigt werden. Eine Ankündigung kann unterbleiben, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder zustimmen.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates und seiner Ausschüsse können unter Nutzung der Mittel der Telekommunikation (z.B. Videokonferenz) durchgeführt werden oder einzelne Mitglieder unter Nutzung dieser Mittel der Telekommunikation teilnehmen.

In Dringlichkeitsfällen können die Aufsichtsratsmitglieder ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich, im letzteren Falle mit schriftlicher Bestätigung, abgeben.

Jedes Aufsichtsratsmitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen.

Zur Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Aufsichtsrates ist es erforderlich, daß die Mehrheit der Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist oder die abwesenden Mitglieder, die ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich abgegeben haben, gegebenenfalls zusammen mit den anwesenden oder vertretenen Mitgliedern die Mehrheit des Aufsichtsrates bilden und diese gemäss Art. 15 schriftlich festgehalten wird.

Die Beschlüsse des Aufsichtsrates werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 15. Die von dem Aufsichtsrat gefassten Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die von mindestens zwei der bei jeweiliger Sitzung anwesenden Mitglieder zu unterschreiben sind. Einzelne unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Aufsichtsrates ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Aufsichtsrates oder zwei seiner Mitglieder.

Art. 16. Dem Aufsichtsrat obliegt die Überwachung und Beaufsichtigung der Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 17. Der Aufsichtsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bilden und deren Aufgaben und Befugnisse in einer Geschäftsordnung festlegen. Die Vorschriften von Artikeln 14 und 15 gelten entsprechend.

IV. Unabhängige Wirtschaftsprüfer

Art. 18. Die Prüfung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer, die vom Aufsichtsrat bestellt werden.

V. Vorstand

Art. 19. Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Er wird vom Aufsichtsrat ernannt, der die Zahl, die Dauer ihrer Mandate sowie die Bezüge der Vorstandsmitglieder bestimmt. Der Vorstand gibt sich eine vom Aufsichtsrat zu genehmigende Geschäftsordnung.

Art. 20. Der Vorstand bestimmt aus seiner Mitte - vorbehaltlich der Zustimmung des Aufsichtsrates - einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorsitzende des Vorstands leitet die Sitzungen des Vorstands. Im Falle seiner Abwesenheit tritt an seine Stelle das dienstälteste Mitglied des Vorstands.

Art. 21. Der Vorstand hat, sooft es die Belange der Gesellschaft erfordern, zusammenzutreten. Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden oder, im Falle seiner Abwesenheit, durch das dienstälteste Mitglied des Vorstands. Eine Sitzung soll ferner einberufen werden, wenn es ein Vorstandsmitglied beantragt.

Die Sitzungen des Vorstands finden an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einberufung genannt werden.

Art. 22. Mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen sowie regelmässig anberaumten Sitzungen sollen die Sitzungen des Vorstands mindestens fünf Tage vorher schriftlich angekündigt werden. Eine Ankündigung kann unterbleiben, wenn alle Vorstandsmitglieder zustimmen.

In Dringlichkeitsfällen können die Vorstandsmitglieder ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung unter Nutzung der Mittel der Telekommunikation (z.B. Videokonferenz) oder brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich, im letzteren Falle mit schriftlicher Bestätigung, abgeben.

Jedes Vorstandsmitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen.

Zur Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Vorstands ist es erforderlich, daß die Mehrheit der Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten ist oder die abwesenden Mitglieder, die ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich abgegeben haben, gegebenenfalls zusammen mit den anwesenden oder vertretenen Mitgliedern die Mehrheit des Vorstands bilden und dies gemäss Art. 23 schriftlich festgehalten wird.

Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 23. Vom Vorstand gefasste Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die von mindestens zwei der bei jeweiliger Sitzung anwesenden Mitglieder zu unterschreiben sind. Einzelne unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Vorstands ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

Der Vorstand erstellt mindestens alle drei Monate einen schriftlichen Bericht an den Aufsichtsrat.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Vorstands oder zwei seiner Mitglieder.

Art. 24. Dem Vorstand obliegt die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft; hierzu hat er die ausgedehntesten Vollmachten einschließlich des Verfügungsrechtes. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Generalversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

Er kann insbesondere Schuldverschreibungen und sonstige Schuldscheine ausgeben, hypothekarische oder anderweitige Sicherheiten gewähren oder annehmen, die Löschung von Privilegien, Hypotheken und Auflösungsrechten bewilligen, Schulden nachlassen und über irgendwie geartete Interessen der Gesellschaft Vergleiche und Kompromisse abschließen.

Art. 25. Der Vorstand kann die tägliche Geschäftsführung Dritten übertragen, die nicht Aktionäre sein müssen.

Art. 26. Die Gesellschaft wird im Rahmen der täglichen Geschäftsführung durch zwei Personen gemeinsam vertreten, die entweder nach Artikel 19 zum Vorstand berufen oder nach Artikel 25 vom Vorstand mit der täglichen Geschäftsführung betraut sind, oder die Gesellschaft aufgrund ihnen erteilter Vollmacht vertreten können. Bei Geschäften, die nicht im Rahmen der täglichen Geschäftsführung liegen, wird die Gesellschaft durch zwei Mitglieder des Vorstands gemeinsam vertreten.

Die Gesellschaft kann im Einzelfall durch eine Person allein vertreten werden, wenn ihr zwei der gemäß Absatz 1 dieses Artikels zur Vertretung berechtigten Personen hierfür eine Vollmacht erteilt haben.

VI. Die Generalversammlung

Art. 27. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am 11. März um 11.00 Uhr statt.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder ein Sonnabend, so findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Ordentliche Generalversammlungen finden in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort in der Gemeinde Luxemburg statt. Außerordentliche Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft statt, sofern in der Ankündigung nicht anders festgelegt.

Die ordentliche Generalversammlung kann auch im Ausland stattfinden, wenn einer der in Artikel 2 der Satzung genannten Fälle höherer Gewalt gegeben ist.

Art. 28. Die Einberufungen der Generalversammlungen erfolgen gemäß Artikel 67-1 und 70 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften.

Sind alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

Art. 29. Die Generalversammlung wird vom Vorsitzenden des Aufsichtsrates oder einer von ihm bestimmten Person, einem seiner Mitglieder oder von einem Mitglied des Vorstands geleitet, das hierzu vom Aufsichtsrat bestimmt ist.

Der Vorsitzende soll einen Schriftführer und die Versammlung zwei Stimmzähler wählen.

Art. 30. Ein Aktionär kann sich in der Generalversammlung durch einen Dritten, der nicht Aktionär zu sein braucht, vertreten lassen.

Art. 31. Für die Beschlüsse der Generalversammlung müssen die Bestimmungen der Artikel 67-1 und 68 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften betreffend die Anwesenheits- und Majoritätsquoten sowie die Begrenzung des Stimmrechtes beachtet werden.

Art. 32. Das Protokoll über die Generalversammlung wird vom Versammlungsleiter, dem Schriftführer und den Stimmzählern sowie denjenigen Aktionären unterzeichnet, die es verlangen. Mit Ausnahme der Beschlüsse der Generalversammlung, die notariell beurkundet werden müssen, können Abschriften und Auszüge des Protokolls, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, vom Vorsitzenden des Aufsichtsrates oder von zwei Aufsichtsratsmitgliedern unterschrieben werden.

VII. Geschäftsjahr, Rechnungslegung, Jahresergebnis

Art. 33. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Jedes Jahr und zwar zum einunddreißigsten Dezember erstellt der Vorstand ein Inventar und Verzeichnis aller Forderungen und Verbindlichkeiten.

Außerdem sind die Verbindlichkeiten der Aufsichtsratsmitglieder und Vorstandsmitglieder gegenüber der Gesellschaft anzugeben.

Der Vorstand stellt die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit den erforderlichen Abschreibungen und Rücklagen auf.

Die Bilanz ist nach dem für Kreditinstitute vorgeschriebenen Schema aufzustellen.

Art. 34. Der Gewinn der Gesellschaft errechnet sich aus der Bilanz nach Abzug der Generalunkosten, sozialen Lasten und notwendigen Abschreibungen.

Fünf Prozent des auf diese Weise errechneten Reingewinnes sind dem gesetzlichen Reservefonds zuzuführen, bis dieser zehn Prozent des nominellen Aktienkapitals erreicht hat.

Über den Saldo verfügt die Generalversammlung auf Vorschlag des Aufsichtsrates.

Der Saldo kann als Dividende, als Tantieme für die Aufsichtsrat- und Vorstandsmitglieder, zur Bildung oder Stärkung von Rücklagen verwendet oder vorgetragen werden.

Art. 35. Die eventuell auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Aufsichtsrat festgesetzten Stellen und Daten zur Auszahlung. Der Vorstand ist ermächtigt, gemäß den Bestimmungen des Artikels 72-2 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften eine Interimsdividende auszuschütten.

VIII. Auflösung und Liquidation

Art. 36. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, aus welchem Grunde sie auch erfolgen möge, wird die Liquidation von den amtierenden Vorstandsmitgliedern durchgeführt, es sei denn, daß die Generalversammlung einen oder mehrere Liquidatoren zu diesem Zweck ernennt. In diesem Falle bestimmt sie deren Befugnisse und ihre Bezüge.

Die Generalversammlung entscheidet über die Art der Liquidation durch einfache Stimmenmehrheit.

Art. 37. Das nach der Berichtigung der Verbindlichkeiten verbleibende Vermögen der Gesellschaft wird unter die Aktionäre verteilt.

IX. Allgemeine Bestimmungen

Art. 38. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze.»

Dritter Beschluss

Die Versammlung nimmt das Ausscheiden der nachgenannten Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung auf den 31. Dezember 2007 an, und zwar die Herren Benedikt Buhl, Dr. Andreas Georgi, Thomas Kiefer, Joseph Kusters, Chlodwig Reuter, Klaus Rosenfeld und Anton Simonet.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung setzt die Zahl der Aufsichtsratsmitglieder auf vier (4) fest und ernennt folgende Personen in den Aufsichtsrat mit Wirkung ab dem 1. Januar 2008 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung 2013:

- Herr Dr. Andreas Georgi, Mitglied des Vorstandes der DRESDNER BANK AG, geboren in Bremen (Deutschland), am 17. Mai 1957, mit beruflicher Anschrift in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Deutschland);
- Herr Chlodwig Reuter, Leiter der Niederlassung Luxemburg der DRESDNER BANK AG, geboren in Zemmer (Deutschland), am 2. März 1948, mit beruflicher Anschrift in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves;
- Herr Klaus Rosenfeld, Mitglied des Vorstandes der DRESDNER BANK AG, geboren in Bonn (Deutschland), am 6. Mai 1966, mit beruflicher Anschrift in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Deutschland);
- Herr Anton Simonet, Global Head Private Wealth Management der DRESDNER BANK AG, geboren in Ebmatingen (Schweiz), am 2. April 1965, mit beruflicher Anschrift in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Deutschland).

Fünfter Beschluss

Gemäss Artikel 11, Absatz 1, der Statuten genehmigt die Generalversammlung, sofern sich der Aufsichtsrat die hier beigefügte Geschäftsordnung des Aufsichtsrates gibt, diese Geschäftsordnung des Aufsichtsrates, mit Wirkung zum 1. Januar 2008.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf fünftausend Euro (€ 5.000) abgeschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen des vorerwähnten Komparenten die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefaßt wird, gefolgt von einer englischen Übersetzung. Auf Ersuchen des genannten Komparenten und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Follows the English translation of the preceding text:

In the year two thousand and seven, on the twentieth day of November.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders, respectively their proxies, of DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A., a société anonyme having its registered office in L-2097 Luxembourg, 26, rue du Marché-aux-Herbes, inscribed in the Trade Register of Luxembourg under number B 7.589, incorporated by a public deed on April 11, 1967, published in the Mémorial C of April 20, 1967, number 47; the articles of incorporation were amended for the last time by a deed of notary Frank Baden residing in Luxembourg, on December 12, 1994, published in the Mémorial C in the year 1995, number 40.

The meeting was presided by Mr Benedikt Buhl, administrateur-délégué of the company, business address 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-2097 Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Dr. Gerd J.H. Otte, lawyer, residing in 3, um Kallék, L-5369 Schuttrange.

The meeting elected as scrutineer Mrs Alexandra Georgi, lawyer, business address 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-2097 Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list.

2. It appears from the attendance list, that the entire share capital is present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda hereinafter mentioned, who is aware of the shareholders.

Eventual proxies of shareholders, signed ne varietur by the members of the bureau and the undersigned notary, will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

3. The agenda of this extraordinary meeting is the following:

Agenda:

1.- Change of the corporate status of the company in a dual kept company, with effect on January 1st, 2008, in according with Articles 60bis-1 until 60bis-19 of the law of August 25, 2006, who modifies the law of August 19, 1915 on commercial companies.

2.- Consequently revised version of the articles of Incorporation of the company.

3.- Outgoing of the directors with effect on December 31, 2007.

4.- Nomination of the members of the supervisory board with effect on January 1st, 2008 and fixation of the term of their office.

5.- Confirmation of the Rules of Procedure of the Supervisory Board of the company.

6.- Miscellaneous.

Then the Extraordinary General Meeting, after deliberation, took unanimously the following Resolutions:

First resolution

The general meeting decides to submit the management and the supervising of the company on the rules of dual kept companies in according with Articles 60bis-1 until 60bis-19 of the law of August 25, 2006, who modifies the law of August 19, 1915 on commercial companies, wiht effect on January 1st, 2008.

Second resolution

The general meeting decides to revise the articles of incorporation of the company in according with the rules of dual kept companies as follows:

«I. Name, Registered Office, Purpose and Duration of the Company

Art. 1. A public limited Company (société anonyme) is incorporated under the name of DRESDNER BANK LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. The registered office of the Company is in the municipality of Luxembourg.

The Management Board may, by resolution with simple majority which is subject to the Supervisory Board's consent, establish branches and/or agencies either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Management Board may, by resolution with simple majority, relocate the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg to any other location. The relocation of the registered office of the Company to another location in the Grand Duchy of Luxembourg requires a resolution of the General Meeting.

If normal business activities at the registered office of the Company or the smooth communication to the registered office or from the registered office abroad are impaired or jeopardized through extraordinary events of a political, military or social nature having occurred or being imminent the registered office of the Company may be temporarily relocated abroad until normal circumstances have been restored.

Notwithstanding any such temporary relocation the nationality of the Company shall be unaffected and remain Luxembourgish.

Persons authorised in whatever way to represent, legally binding, the Company in its daily business shall also be authorised to effect such relocation of the registered office and notify third parties thereof.

Art. 3. Purpose of the Company are all banking and finance operations such as taking deposits, payment of interest thereon, the conduct of all financing and trading operations in relation to movable and immovable assets, the acquisition of participations which directly or indirectly relate to or further the purpose of the Company.

Purpose of the Company is, furthermore, the promotion of the issue of shares, company interests, bonds, certificates and other securities, the subscription thereof in its own name or the name of third parties and their public and private placement.

The Company may utilise its funds for the issue, acquisition and sale of securities and participations.

Art. 4. The Company is established for an unlimited duration.

II. Capital

Art. 5. The share capital of the Company amounts to one hundred and twenty-five million Euro (€ 125,000,000), divided in fifty thousand (50,000) fully paid in shares with a par value each of two thousand five hundred Euro (€ 2,500).

Art. 6. The share capital has been fully subscribed and paid-in at hundred per cent.

Art. 7. The share capital may, once or repeatedly, be increased either through issuance of new shares against cash payment or contribution in kind or, after conversion of free reserves into share capital through the issuance of bonus shares or increase of the nominal value of existing shares, respectively.

In the event of the issuance of new shares against cash payment existing shareholders shall have the right to an allotment of new shares pro rata to their portion in the previous share capital unless a resolution of the General Meeting to the contrary has been passed. This right shall be exercised as to its form, duration and the terms and conditions as resolved by the General Meeting from time to time.

Art. 8. Shares of the Company are registered shares and cannot be converted into bearer shares. In lieu of certificates for individual shares certificates for a majority of shares can be issued.

Art. 9. The shares are freely transferable between the shareholders.

In the event shares are sold to third parties the Company has a right of pre-emption provided that this can be exercised without impairment of the share capital and the statutory reserves. Should the Company not exercise this right of pre-emption the other shareholders are entitled to it.

Unless agreed otherwise the right of pre-emption of the shareholders shall be exercised pro rata to their number of shares.

Art. 10. Any rights under the shares shall, vis-à-vis the Company, be indivisible.

III. Supervisory Board

Art. 11. The Supervisory Board of the Company shall be composed of at least three members who need not be shareholders. The Supervisory Board shall be appointed by the General Meeting which determines the number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Supervisory Board. The Supervisory Board shall have Rules of Procedure authorized by the General Meeting.

Art. 12. The Supervisory Board appoints from among its members a chairman of the Supervisory Board («Chairman») and one or more deputy chairmen.

The Chairman of the Supervisory Board shall preside at meetings of the Supervisory Board and the General Meetings. In his absence a Deputy Chairman of the Supervisory Board takes his place.

Art. 13. The Supervisory Board convenes whenever required by the Company's affairs, at least, however, three times per year. The meetings shall be called by the Chairman of the Supervisory Board or two members of the Supervisory Board. Furthermore, the Supervisory Board shall be convened if so requested by one member of the Supervisory Board.

The meetings of the Supervisory Board shall be held at the location and the time indicated in the convening notice.

Art. 14. Except for urgencies the meetings of the Supervisory Board shall be notified in writing at least 5 days in advance. A convening notice may be dispensed with if all members of the Supervisory Board consent.

The meetings of the Supervisory Board and its committees may be held by using means of telecommunication (e.g. video conference) or individual members may attend by using such means of telecommunication.

In urgent circumstances the Supervisory Board members may cast their vote on items of the agenda in writing, by telex, telegraph or telephone; in the latter case a confirmation in writing is required.

Each Supervisory Board member prevented from attending a meeting can mandate another member of the Supervisory Board member in writing to represent him.

The validity of deliberations made or resolutions passed by the Supervisory Board is subject to a majority of the Supervisory Board members being present, or represented or Supervisory Board members non-present having cast their vote on items of the agenda in writing, by telex, telegraph or telephone thus constituting, if necessary, together with the present or represented members a majority of the Supervisory Board and this is recorded in accordance with Art. 15.

The resolutions of the Supervisory Board are passed by simple majority. In the event of a parity of the votes the vote of the Chairman of the Supervisory Board shall decide.

Art. 15. The resolutions passed by the Supervisory Board shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Supervisory Board present at the respective meeting. Minutes signed individually put together establish valid and binding minutes.

Copies or extracts of such minutes to be submitted in court or elsewhere are signed by the Chairman of the Supervisory Board or two of its members.

Art. 16. The supervision and monitoring of the management of the Company by the Management Board is incumbent on the Supervisory Board. Its competence extends to all legal acts which are not, expressly by law or these Statutes, the prerogative of the General Meeting.

Art. 17. The Supervisory Board may, from its midst, constitute committees whose functions and powers are stipulated in Rules of Procedure for the respective committee. To the extent permitted by law decision making powers of the Supervisory Board may be transferred to such committees. The provisions of Articles 14 and 15 apply mutatis mutandis.

IV. Independent Auditors

Art. 18. The Company shall be audited by one or more independent auditors appointed by the Supervisory Board.

V. Management Board

Art. 19. The Management Board of the Company shall be composed of at least two members who need not be shareholders. The Management Board shall be appointed by the Supervisory Board which determines the number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Management Board. The Management Board shall have Rules of Procedure authorized by the Supervisory Board.

Art. 20. The Management Board appoints - subject the Supervisory Board's consent - from among its members a chairman of the Management Board («Chairman») and one or more deputy chairmen.

The Chairman of the Supervisory Board shall preside at meetings of the Supervisory Board and the General Meetings. In his absence the longest serving member of the Management Board takes his place.

Art. 21. The Management Board convenes whenever required by the Company's affairs. The meetings shall be called by the Chairman of the Management Board or, in his absence, by the longest serving member of the Management Board. Furthermore, the Management Board shall be convened if so requested by one member of the Management Board.

The meetings of the Management Board shall be held at the location and the time indicated in the convening notice.

Art. 22. Except for urgencies the meetings of the Management Board shall be notified in writing at least 5 days in advance. A convening notice may be dispensed with if all members of the Management Board consent.

In urgent circumstances the members of the Management Board may cast their vote on items of the agenda in writing, by telex, telegraph or telephone; in the latter case a confirmation in writing is required.

Each member of the Management Board prevented from attending a meeting can mandate another member of the Management Board member in writing to represent him.

The validity of deliberations made or resolutions passed by the Management Board is subject to a majority of the members of the Management Board being present, or represented or members of the Management Board non-present having cast their vote on items of the agenda in writing, by telex, telegraph or telephone thus constituting, if necessary, together with the present or represented members a majority of the Management Board and this is recorded in accordance with Art. 23.

The resolutions of the Management Board are passed by simple majority. In the event of a parity of the votes the vote of the Chairman of the Management Board shall decide.

Art. 23. The resolutions passed by the Management Board shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Management Board present at the respective meeting. Minutes signed individually put together establish valid and binding minutes.

The Management Board reports at least every three months in writing to the Supervisory Board.

Copies or extracts of such minutes to be submitted in court or elsewhere are signed by the Chairman of the Management Board or two of its members.

Art. 24. The management of the Company is incumbent on the Management Board; for this, it has the most extensive powers including the right of disposal. Its competence extends to all legal acts which are not, expressly by law or these Statutes, the prerogative of the General Meeting.

The Management Board may, in particular, issue bonds and other debt obligations, grant or accept mortgages or other collateral, grant the cancellation of privileges, mortgages and dissolution rights, reduce or forgive debts and conclude settlements and make concessions on any interests of the Company.

Art. 25. The Management Board may delegate the daily management to third persons who need not be shareholders.

Art. 26. The Company shall, in the context of the daily management, be represented by two persons who have either, in accordance with Art. 19, been appointed as member of the Management Board or been entrusted with the daily management in accordance with Art. 25 or are authorised to represent the Company by virtue of a power of attorney granted to them. In transactions beyond the scope of the daily management the Company is represented jointly by two members of the Management Board.

The Company may, in specific cases, be represented by one person alone provided two individuals authorised in accordance with para. 1 of this Article has issued a power of attorney in her favour.

VI. General Meeting

Art. 27. The ordinary General Meeting shall be held annually on March 11, at 11.00 a.m.

Should this day be a legal holiday or a Saturday the General Meeting is to be held on the next following business day.

Ordinary General Meetings shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at a location in the municipality of Luxembourg indicated in the convening notice. Extraordinary General Meetings shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated.

The ordinary General Meeting may also be held abroad should one of the cases of force majeure mentioned in Article 2. of these Statutes have occurred.

Art. 28. Notices convening the General Meeting shall be made in accordance with Articles 67-1 and 70 of the Law of tenth August of nineteenthundredandfifteen on Commercial Companies.

If all shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting a formal convening notice may be dispensed with.

Art. 29. The General Meeting shall be chaired by the Chairman, a person appointed by him, a member of the Supervisory Board or a member of the Management Board appointed to do so by the Supervisory Board.

The Chairman shall elect a Secretary and the meeting shall elect two scrutineers.

Art. 30. A shareholder may be represented in the General Meeting by a third party who need not be a shareholder.

Art. 31. Articles 67-1 and 68 of the Law of tenth August of nineteenthundredandfifteen on Commercial Companies concerning the requirements as to presence, quorum and restrictions on voting rights shall be observed in respect of resolutions of the General Meeting.

Art. 32. The Minutes of the General Meeting shall be signed by the Chairman of the meeting, the secretary and the scrutineers and such shareholders who request to do so. Except for resolutions of the General Meetings requiring notarial recording copies and extracts from the Minutes which are to be presented in court or elsewhere may be signed by the Chairman or two members of the Supervisory Board.

VII. Accounting Year, Audit, Annual Result

Art. 33. The financial year of the Company shall begin on the first day of January and shall terminate on the thirty-first day of December of each year.

Every year effective thirty-first of December the Management Board shall draw up an inventory and record of the Company's assets and liabilities.

Furthermore, the obligations of the members of the Management and Supervisory Boards respectively vis-à-vis the Company shall be declared.

The Management Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account containing the necessary depreciations and provisions.

The balance sheet is to be drawn up in accordance with the format required for credit institutions.

Art. 34. The profit of the Company is computed from the balance sheet after deduction of general costs, social contributions and the necessary depreciations.

Five per cent of the net profit so computed is to be allocated to the statutory reserves until these reserves have reached ten per cent of the nominal capital of the Company.

The General Meeting, on proposal of the Supervisory Board, disposes over the balance.

The balance may be utilised as dividend, as bonus for the members of the Management and Supervisory Boards respectively, for the creation or strengthening of reserves or be carried forward.

Art. 35. The dividends possibly to be distributed shall be paid out in those places and on such dates as determined by the Supervisory Board. The Management Board is authorised, in accordance with Article 72-2 of the Law of tenth August of nineteenthundredandfifteen on Commercial Companies to pay out an interim dividend.

VIII. Dissolution and Liquidation

Art. 36. In the event of a dissolution of the Company, for whatever reason this may occur, the liquidation of the Company shall be carried out by the acting members of the Management Board unless the General Meeting appoints one or more liquidators for this purpose. In this case the General Meeting determines their rights and remuneration.

The General Meeting decides by simple majority as to how the liquidation is to be carried out.

Art. 37. The assets remaining after settlement of the obligations of the Company shall be distributed amongst the shareholders.

IX. Miscellaneous

Art. 38. In respect of all issues which are not stipulated in these Statutes the founders refer to the regulations of the Law of tenth August of ninteenhundredandfifteen on Commercial Companies as amended.»

Third resolution

The general meeting accepts the retirement of the following directors with effect on December 31, 2007: Benedikt Buhl, Dr Andreas Georgi, Thomas Kiefer, Joseph Kusters, Chlodwig Reuter, Klaus Rosenfeld and Anton Simonet.

Fourth resolution

The general meeting sets the number of the members of the supervisory board at four (4) and appoints the following persons members of the supervisory board with effect at January 1st, 2008 until the annual general meeting of shareholders of the year 2013:

- Dr. Andreas Georgi, member of the management board of DRESDNER BANK AG, born in Bremen (Germany), on May 17, 1957, having its professional address in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Germany);
- Chlodwig Reuter, manager of the Luxembourg Branch of DRESDNER BANK AG, born in Zemmer (Germany), on March 2, 1948, having its professional address in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves;
- Klaus Rosenfeld, member of the management board of DRESDNER BANK AG, born in Bonn (Germany), on May 6, 1966, having its professional address in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Germany);
- Anton Simonet, Global Head Private Wealth Management of DRESDNER BANK AG, born in Ebmatingen (Switzerland), on April 2, 1965, having its professional address in D-60301 Frankfurt/Main, Jürgen-Ponto-Platz 1 (Germany).

Fifth resolution

In according to article 11, paragraph 1, of the articles of incorporation, the general meeting approves, if the supervisory board will adopt the Rules of Procedure of The Supervisory Board here annexed, these rules of procedure of the supervisory board with effect on January 1st, 2008.

Nothing else being on the agenda, the meeting was terminated by the chairman.

The amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, amounts to approximately five thousand euro (€ 5,000).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in German, followed by an English translation and that in case of any divergencies between the English and the German text, the German version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: B. Buhl, G. J.H. Otte, A. G. Syndikus, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2007, LAC/2007/36279. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Für gleichlautende Kopie, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 27. November 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007140498/202/528.

(070167144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Basic Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 98.262.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 septembre 2007

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de W.M.A., WORLD MANAGEMENT ASSISTANCE, S.à r.l., avec siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 65.434 de ses fonctions de commissaire aux comptes.

L'assemblée décide de nommer la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., avec siège social à L-4276 Esch-sur-Alzette, 14, rue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 131.410 aux fonctions de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2009.

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de Monsieur Pletschette François, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, de ses fonctions d'administrateur.

L'assemblée décide de nommer Monsieur Francis Romano, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, aux fonctions d'administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2009.

Luxembourg, le 17 septembre 2007.

N. Meisch / L. Weber / F. Pletschette

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Référence de publication: 2007136425/597/24.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2007, réf. LSO-CJ05807. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070158156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2007.

Danio Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 124.934.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007137391/242/12.

(070159731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Princess Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 62.055.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2007

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de W.M.A., WORLD MANAGEMENT ASSISTANCE, S.à r.l., avec siège social à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 65.434 de ses fonctions de commissaire aux comptes.

L'assemblée décide de nommer la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., avec siège social à L-4276 Esch sur Alzette, 14, rue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 131.410 aux fonctions de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2009.

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de Monsieur Pletschette François, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, de ses fonctions d'administrateur, et d'administrateur-délégué. L'assemblée décide de nommer Monsieur Francis Romano, demeurant professionnellement 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette, aux fonctions d'administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2009.

Esch-sur-Alzette, le 19 septembre 2007.

N. Meisch / F. Romano / L. Weber

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Référence de publication: 2007136426/597/24.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2007, réf. LSO-CJ05815. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070158154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2007.

Ilico, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 5.379.

La société FINDI S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 107315, nommée administrateur en date du 8 mai 2006, a désigné Madame Corinne Bitterlich, née le 2 juillet 1969 à Quierschied (Allemagne), Conseiller Juridique, demeurant professionnellement, 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

La société LOUV S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 89272, nommée administrateur en date du 15 octobre 2002, a désigné Monsieur Marc Limpens, né le 17 février 1951 à Overijse (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement, 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

La société MADAS S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 107316, nommée administrateur en date du 8 mai 2006, a désigné Monsieur Alain Renard, né le 18 juillet 1963 à Liège (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement, 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

Luxembourg, le 20 avril 2007.

ILICO

FINDI S.à r.l. / MADAS S.à r.l.

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

C. Bitterlich / A. Renard

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2007137556/795/30.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2007, réf. LSO-CK05192. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070159941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Taurus Euro Retail II Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 260.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 121.725.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007137441/242/13.

(070159746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Proformlux Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 52, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 115.671.

Statuts coordonnés suivant acte du 7 novembre 2007, reçu par M^e Urbain Tholl, de résidence à Mersch, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

U. Tholl

Notaire

Référence de publication: 2007137442/232/12.

(070159593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Magnetar Capital Fund Luxembourg II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 190.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 124.923.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007137440/242/13.

(070159753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

SAIRDEFI, Société Anonyme Internationale de Recherches et de Développements Financiers, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 29.655.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 7 mars 2007 à Luxembourg

L'Assemblée prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Guy Glesener au 36, rue Frantz Seimetz, L-2531 Luxembourg.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007137512/3842/16.

Enregistré à Luxembourg, le 16 novembre 2007, réf. LSO-CK03917. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070159836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

DCL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 121.282.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007137439/242/12.

(070159757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Rayons S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 111.224.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 10 septembre 2007

Première résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Philippe Vanderhoven de son poste d'administrateur de la société avec effet rétroactif au 30 juin 2007.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme Monsieur José Correia, résidant professionnellement au 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg, au poste d'administrateur de la société avec effet rétroactif au 30 juin 2007. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme
Pour la société
Signature

Référence de publication: 2007136427/587/20.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2007, réf. LSO-CK03295. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070158139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2007.

Société Nouvelle (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 61.855.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 octobre 2007

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2007:

- Monsieur Ramsay Abdallah El Khoury, demeurant professionnellement Rue Al-Arz, Saifi Beyrouth 1107 2070, Liban administrateur-délégué, Président

- Monsieur Joseph Farid Naim, demeurant professionnellement, Rue Al-Arz, Saifi Beyrouth 1107 2070, Liban

- Madame Doris El Khoury, demeurant professionnellement, Rue Al-Arz, Saifi Beyrouth 1107 2070, Liban.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2007:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 octobre 2007.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2007137637/534/22.

Enregistré à Luxembourg, le 8 novembre 2007, réf. LSO-CK01565. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070159782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2007.

Materis Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 83.500.000,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 2, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 115.397.

—
- Il résulte de deux assemblées générales extraordinaires de la société MATERIS LUXEMBOURG S.à r.l. et MATERIS PARENT S.à r.l. intervenues toutes les deux le 25 avril 2006, que l'associé unique de la société MATERIS LUXEMBOURG S.à r.l. est la société MATERIS PARENT S.à r.l., ayant son siège social à 50, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115396, et ceci suite aux différents apports en nature réalisés lors des augmentations de capital.

Pour MATERIS LUXEMBOURG S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007137329/239/18.

Enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 2007, réf. LSO-CK03844. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070159081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2007.
